



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-sixième session
Rome, 28-29 avril 1999

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH

POUR

LE PROJET D'AMÉLIORATION DE L'AGRICULTURE PAYSANNE

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Bangladesh	2
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	5
A. Zone du projet et groupe cible	5
B. Objectifs et portée du projet	6
C. Composantes	6
D. Coûts et financement	9
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	12
F. Organisation et gestion	12
G. Justification économique	13
H. Risques	14
I. Impact sur l'environnement	15
J. Aspects novateurs	15
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	15
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	16
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	17



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS TO BANGLADESH (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU BANGLADESH)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. COSTS AND FINANCING (COÛTS ET FINANCEMENT)	6
V. IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS AND RESPONSIBILITIES (DISPOSITIONS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EXÉCUTION)	8
VI. FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS (ANALYSE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE)	14

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Taka (BDT)
1,00 USD	=	48,5 BDT
1,00 BDT	=	0,0206 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

DVA	Département de la vulgarisation agricole
LGED	Local Government Engineering Department (Service technique des collectivités locales)
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
PTBA	Programme de travail et budget annuel

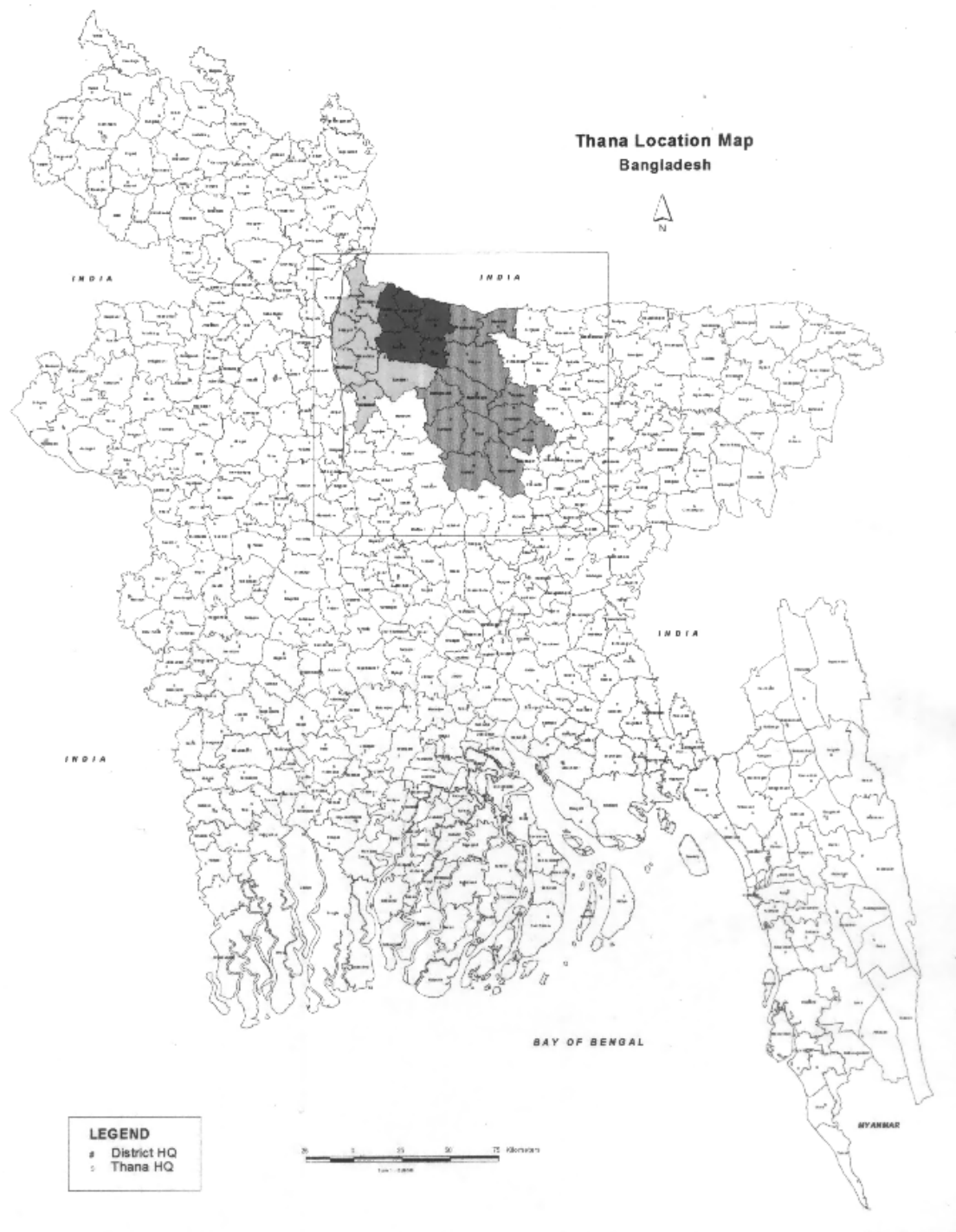
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH

Année budgétaire

1^{er} juillet - 30 juin



CARTE DE LA ZONE DU PROJET



SAIP PROJECT AREA

Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH
PROJET D'AMÉLIORATION DE L'AGRICULTURE PAYSANNE
RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROJET:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République populaire du Bangladesh
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Département de la vulgarisation agricole (DVA), Ministère de l'agriculture
COÛT TOTAL DU PROJET:	25,73 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	13,65 millions de DTS (équivalant approximativement à 18,62 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.
COFINANCEURS:	Programme alimentaire mondial (PAM) Banques participantes
MONTANT DU COFINANCEMENT:	PAM: 1,72 million de USD Banques participantes: 650 000 USD
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	4,42 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	320 000 USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU)

NOTE DE PRÉSENTATION

Le groupe cible et la pauvreté. Le projet s'adressera à quelque 1,1 million de ménages représentant 76% environ des ruraux de la zone du projet. Il s'agit surtout de paysans sans terre ou pratiquement sans terre, d'agriculteurs marginalisés et de petits paysans ainsi que de femmes chefs de ménage, de femmes indigentes, de membres de communautés tribales et indigènes (Adivasi) et, enfin, de *Charlanders* que leur niveau de revenu situe au-dessous du seuil de pauvreté.

La zone a été retenue en raison de la forte concentration de ruraux pauvres constituant le groupe cible, en particulier dans le district de Jamalpur, et aussi en raison de son potentiel d'intensification, de diversification et d'accès à des débouchés. D'après le profil socio-économique livré par les données de base recueillies, les ménages de paysans sans terre, d'agriculteurs marginalisés et de petits paysans - catégories visées par le projet - représentent 77% de tous les ménages dans le district de Mymensingh et entre 70 et 71% dans les autres. Selon un bilan de la pauvreté fait à partir de plusieurs indicateurs par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, les districts de Jamalpur et de Sherpur comptent parmi les plus pauvres du Bangladesh.

Activités du projet dont bénéficiera le groupe cible. Le projet doit en principe aider le groupe cible à développer la production agricole et les revenus ruraux, renforcer les organisations communautaires, accroître les possibilités d'emplois (en particulier pour les femmes, les familles tribales et les *Charlanders*) et procurer des services de base et des infrastructures afin d'ouvrir l'accès à des débouchés intéressants. À cette fin, il est prévu de financer l'appui à la vulgarisation et à la diffusion des techniques, l'octroi de prêts sans garantie par le biais ou sous la supervision d'organisations non gouvernementales (ONG) ainsi que la création de fonds de développement destinés à des activités particulières et à l'amélioration des infrastructures rurales. Pour atteindre précisément le groupe cible, on aidera d'autre part à constituer des groupements de bénéficiaires, à les former, etc., tâche pour laquelle des ONG seront choisies et mobilisées. D'autre part, à titre expérimental, des opérations villageoises d'épargne et de crédit seront organisées et des villages écologiques seront créés dans les zones tribales.

Le projet touchera directement 105 000 ménages environ qui bénéficieront des activités de vulgarisation et de formation, mais il aidera également le reste des habitants de la zone du projet. En particulier, quelque 70 000 paysans seront initiés à des techniques qu'ils auront eux-mêmes choisies, environ 30 000 auront accès au crédit et à peu près 5 000 Adivasi et *Charlanders* bénéficieront d'un appui. Pour ce faire, 6 535 groupements de bénéficiaires, dont 3 900 groupements féminins, seront constitués. Il faudra à peu près 1,5 million de journées de travail supplémentaires pour les travaux de génie civil, dont se chargeront surtout des paysans marginalisés ou sans terre et des femmes. Environ 30 000 ménages bénéficieront du crédit rural. Approximativement 10 000 ménages Adivasi et *Charlanders* recevront une aide dans le cadre du projet. Enfin, les bénéficiaires auront accès à des services de vulgarisation de meilleure qualité, à des séances d'information technique, à des moyens de commercialisation et à une formation, tandis que la suppression des garanties leur permettra d'obtenir des prêts du système classique de crédit et d'entreprendre eux-mêmes des activités.

Participation des bénéficiaires. Pour mieux connaître le point de vue de la population locale et des bénéficiaires, un diagnostic rural participatif et des visites approfondies sur le terrain ont été organisées. Deux ateliers participatifs tenus lors de la formulation du projet ont permis d'en adapter la conception aux besoins des bénéficiaires. Enfin, un atelier réunissant les divers acteurs a permis de débattre des objectifs du projet ainsi que de concevoir et mettre la dernière main à l'évaluation prospective. D'autre part, on a veillé à intégrer dans la conception des activités les enseignements tirés d'autres projets menés avec l'appui du FIDA. Des contrats seront passés avec des ONG appropriées qui auront pour tâche de sensibiliser la population rurale, de constituer des groupements de bénéficiaires et de les former pour qu'ils puissent assurer des services à leurs membres. Les



bénéficiaires seront encouragés à participer à la définition de leurs besoins, à la fixation des priorités et à la prise en charge des activités. Associés à l'analyse des obstacles à la production, ils participeront pleinement aux travaux de recherche et aux démonstrations ainsi qu'à la diffusion de l'information et des techniques en fonction de leurs besoins. À cette fin, un autre diagnostic rural sera fait au début du projet.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH
POUR
LE PROJET D'AMÉLIORATION DE L'AGRICULTURE PAYSANNE

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République populaire du Bangladesh d'un montant de 13,65 millions de DTS (équivalant approximativement à 18,62 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Projet d'amélioration de l'agriculture paysanne. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Le Bangladesh est une vaste plaine deltaïque inondable quasiment sans relief, constituée pour l'essentiel de sols alluviaux et traversée par les grands réseaux des fleuves (Jamuna, Padma et Meghna) qui, nés dans la chaîne de l'Himalaya, en Inde, vont se jeter dans le golfe du Bengale; les terres sont submergées chaque année par suite de pluies de mousson et de crues plus ou moins fortes. De ce fait, le pays est vulnérable tant aux inondations, un phénomène périodique aux conséquences souvent catastrophiques, qu'aux cyclones qui, fréquemment, détruisent les cultures, le cheptel et les biens, et causent des pertes de vies humaines. La population, d'environ 120 millions d'habitants (1995), s'accroît au rythme de quelque 2% par an (1985-1995). Sur ces terres alluviales fertiles au climat humide, la densité de population est l'une des plus élevées au monde, avec 930 habitants au km². Environ 84% des habitants vivent encore dans les campagnes malgré un taux d'exode rural de 6% par an qui a fait quasiment décupler en 20 ans la taille de Dhaka, la capitale.

2. Le Bangladesh, avec un produit national brut (PNB) par habitant estimé à quelque 260 USD, est l'un des pays les plus pauvres du monde. En 1990, la croissance économique s'est accélérée, atteignant 6,6%, pour ensuite se ralentir et se stabiliser à environ 4,2-4,5% pour la période 1992-1996. Depuis dix ans, le Bangladesh s'est orienté vers une économie de marché plus ouverte stimulée par le secteur privé. Depuis le début des années 90, le gouvernement a accéléré le rythme des réformes économiques en profondeur destinées à mettre en place un système libéralisé, où la croissance économique et le développement obéissent aux forces du marché et dont le secteur privé est le moteur. L'agriculture reste prédominante dans l'économie, puisqu'elle emploie 60% de la main-d'oeuvre, contribue à hauteur de 30% au PIB et de 12% aux exportations et fournit la matière première pour l'industrie textile, qui représente 75% environ du total des exportations. Le paddy est la principale

¹ Pour renseignements supplémentaires, voir l'appendice I.



culture vivrière, avec le blé et d'autres céréales, les légumineuses, les oléagineux, les légumes et la canne à sucre - pour ne citer que les principales. Les deux tiers de la superficie du pays sont cultivés, avec une intensité de culture de 170%. La production agricole s'est accrue de quelque 2,7% par an entre 1980 et 1992, taux qui ne dépasse que de peu le taux de croissance démographique et devrait se situer à 3,3% environ en 1998.

B. Données d'expérience

3. Pour la conception du projet proposé, on a tenu compte des enseignements tirés des projets menés avec l'appui du FIDA, de l'évaluation du portefeuille du pays ainsi que de l'expérience d'autres donateurs, notamment en matière d'exécution. Ces enseignements peuvent être récapitulés comme suit: i) l'adoption d'une technologie appropriée permet d'atteindre précisément les groupes les plus défavorisés de la population rurale pauvre (paysans sans terre et femmes, agriculteurs marginalisés, petits paysans, etc.); ii) les organisations non gouvernementales (ONG) locales sont tout à fait en mesure d'atteindre le groupe cible et de jouer un rôle d'intermédiaire pour le crédit si elles sont convenablement choisies et soutenues; iii) répondre aux besoins du groupe cible en matière de crédit sans exiger de garantie est le préalable à toute action visant à accroître leurs moyens de survie et leurs revenus supplémentaires. Toutefois, jusqu'ici, les banques commerciales du pays se sont montrées réticentes sur ce plan. Le FIDA et d'autres donateurs (Office allemand de la coopération technique, Agence danoise de développement international, etc.) ont introduit des fonds de garantie pour remplacer les nantissements mais sans grand succès. Il faudrait expérimenter d'autres formules pour donner au groupe cible accès au crédit; enfin, iv) les procédures administratives et financières officielles sont laborieuses et complexes. Les simplifier ainsi que former les directeurs et le personnel des projets aux méthodes d'achat et de comptabilité devrait contribuer à améliorer l'exécution des projets et la transparence des opérations. Les principaux enseignements pris en compte dans la conception du projet sont de quatre ordres: i) il faut associer plus étroitement le secteur privé aux activités des projets; ii) la production agricole, les activités non agricoles créatrices de revenus et les techniques adoptées doivent correspondre à la réalité des débouchés et à la demande potentielle; iii) il faut sélectionner des ONG locales ayant les capacités voulues pour mobiliser le groupe cible et l'aider; enfin, iv) il convient de préciser les rôles respectifs des institutions publiques, du secteur privé et des ONG.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Bangladesh

4. **Politique nationale de lutte contre la pauvreté** C'est parmi les paysans sans terre que la pauvreté est la plus répandue - ce qui permet de conclure que l'absence de patrimoine foncier est l'une des causes principales de la pauvreté dans le pays. Les paysans sans terre, qui ne disposent que de maigres ressources, représentent 47% environ de tous les ménages ruraux. Les paysans marginalisés, quant à eux, exploitent entre 0,2 et 0,6 ha. La pression démographique, le régime successoral et l'endettement, dans un pays dont les ressources en terre ne peuvent être développées, sont les principaux facteurs de marginalisation des paysans qui peuvent se retrouver sans terre. On estime qu'environ 48% des ruraux vivent au-dessous du seuil de pauvreté (ration de moins de 2 120 calories par personne et par jour), 28% étant considérée comme indigente (moins de 1 805 calories par personne et par jour). Il y a d'autre part un groupe important - les personnes vulnérables sans être pauvres - qui vivent juste au-dessus du seuil de pauvreté mais pourraient vite tomber au-dessous en cas de maladie, d'accident, de calamité naturelle ou de perte d'emploi. Les femmes chefs de famille, les plus touchées, font partie du groupe des indigents. Les familles de ruraux pauvres dépendent essentiellement du travail journalier hors exploitation pour leur survie et consacrent un pourcentage élevé de leurs revenus à la nourriture. La sécurité alimentaire est une préoccupation constante pour la plupart des habitants des campagnes malgré quelques modestes acquis ces dernières années - baisse du prix du riz et légère augmentation du pouvoir d'achat.



5. Les différents gouvernements du Bangladesh ont toujours donné la priorité absolue à la lutte contre la pauvreté, comme il ressort des plans quinquennaux et comme l'indique expressément le quatrième et dernier plan quinquennal (1990-1995), axé sur les objectifs suivants: promouvoir la croissance économique (pour la faire passer à 5% au moins du PIB par an), lutter contre la pauvreté, développer les ressources humaines, créer des emplois productifs, assurer l'autosuffisance alimentaire, mettre en place des infrastructures et, enfin, renforcer la base technologique. De plus, le plan met un nouvel accent sur les objectifs antérieurs, notamment la décentralisation des responsabilités vers le district et le *thana*, et souligne le rôle que les ONG peuvent jouer dans le processus de développement. Le gouvernement accorde la priorité aux groupes ruraux défavorisés et est conscient de l'importance des processus participatifs et de l'intégration des communautés locales dans le développement rural pour pouvoir faire reculer la pauvreté. Il continuera à privilégier la déréglementation ainsi que les réformes du secteur public et de ses institutions.

6. Les principales initiatives prises par les autorités pour combattre la pauvreté dans les campagnes ont pour but d'accroître la productivité des ruraux pauvres par les moyens suivants: i) multiplier les possibilités d'emploi et de revenu; ii) développer les institutions rurales; iii) améliorer les savoir-faire des ruraux pauvres et leur donner accès à des moyens de production; iv) faire participer aux activités les communautés qui sont censées en bénéficier; v) encourager la participation des femmes au développement rural; enfin, vi) diversifier la production agricole.

7. **Activités de lutte contre la pauvreté financées par d'autres donateurs importants.** De nombreux donateurs multilatéraux et bilatéraux sont extrêmement actifs dans les programmes de lutte contre la pauvreté, le développement agricole et la mise en place d'infrastructures rurales. Ils financent actuellement quelque 45 projets liés à l'agriculture, dont les principaux sont: i) le projet de services d'appui à l'agriculture, mené avec l'aide de la Banque mondiale, afin d'aider les autorités à définir leur nouvelle politique de vulgarisation agricole et d'appuyer les services agricoles; ii) le projet de développement de l'horticulture, financé par la Banque asiatique de développement; iii) le projet intégré concernant la fertilisation et la gestion des sols, financé par l'Agence danoise de développement international pour promouvoir la recherche en exploitation, avec la collaboration de l'Institut de recherche agricole du Bangladesh, et formuler des recommandations concernant l'utilisation des engrais en collaboration avec le BRAC (Comité pour la promotion des zones rurales du Bangladesh); iv) le projet d'industries et de technologie agro-alimentaires financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID); v) le projet de sélection et de transfert de techniques céréalières au niveau des *thana* mené par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour le développement; vi) le projet de lutte intégrée contre les ravageurs dans le cadre duquel des cours sont organisés sur les techniques en la matière; vii) le projet de diversification des cultures financé par l'État et auparavant soutenu par les Pays-Bas et le Canada, qui ont aidé à introduire par le biais de démonstrations la culture des oléagineux, des légumineuses et des légumes, les jardins potagers, etc., afin d'encourager la diversification; viii) le programme de développement en faveur des groupes vulnérables mené par le Programme alimentaire mondial (PAM) qui aide des femmes rurales pauvres à sortir du dénuement. Le PAM fournit une assistance alimentaire par le biais de plusieurs sous-projets dont le plus important est le projet de création de revenus, qui touche à peu près 450 000 femmes pauvres vulnérables dans quelque 460 *thana*.

8. **La stratégie du FIDA au Bangladesh.** Depuis 1978, le FIDA a approuvé 18 prêts pour le Bangladesh pour un montant total de 199 millions de DTS, net d'annulation de prêts. Dix prêts sont aujourd'hui clos et deux autres devraient l'être en 1999. La stratégie du FIDA a toujours été d'aider le gouvernement dans ses efforts pour faire reculer la pauvreté et accroître durablement la productivité des ruraux en respectant l'environnement. Le FIDA continue à privilégier les groupes de ruraux défavorisés (paysans sans terre, femmes, petits exploitants et paysans marginaux) et il continuera à jouer un rôle novateur et à faire office de catalyseur pour favoriser une approche du développement



fondée sur la demande moyennant des prêts et des actions de développement communautaire - faisant appel pour cela aux compétences des ONG - tout en renforçant les institutions afin d'améliorer les compétences techniques des fonctionnaires de l'État au service des bénéficiaires. Un atelier-bilan national sera organisé en 1999 au Bangladesh pour faire le point des problèmes de la pauvreté et examiner la stratégie du FIDA afin de l'ajuster, le cas échéant.

9. **Raison d'être du projet.** La zone du projet se caractérise à la fois par une forte densité de population et par un chômage important, notamment parmi les membres du groupe cible du FIDA. Son emplacement géographique, sa facilité d'accès, l'existence d'abondantes ressources en eau et la grande expérience des paysans en matière d'irrigation font qu'elle est particulièrement bien adaptée à toute une série de cultures et pourrait ravitailler Dhaka. L'accroissement de la population urbaine et l'augmentation du revenu par habitant auront un effet moteur sur la diversification de la production. De plus, les Adivasi (population tribale) n'ont pas beaucoup bénéficié des activités de développement et seules quelques ONG ont constitué des groupements et encouragé un petit nombre d'activités créatrices de revenus.

10. Il existe différentes variétés de paddy résistantes aux crues de plus ou moins longue durée, mais elles demandent la plupart du temps des mesures de protection et de drainage. Les petits programmes de construction de remblais et de travaux de drainage se sont avérés faciles à gérer et à maintenir dans le temps: ils sont donc mieux adaptés au groupe cible et n'ont quasiment pas de répercussions négatives. La canalisation des eaux de crue pourrait également être une mesure utile et il faudrait donc expérimenter des techniques appropriées et en encourager l'application.

11. Lors de la construction des routes rurales dans le passé, les travaux de terrassement n'ont pas toujours été complétés par l'installation des ouvrages indispensables (ponts, ponceaux, etc.), ce qui limite l'utilisation des routes et a des incidences écologiques négatives sur les mouvements des poissons. Il existe d'énormes possibilités de mise en valeur de zones entières et de raccordement des villages aux débouchés des districts urbains - ce qui est très important pour les denrées périssables, qui doivent arriver rapidement et en bon état sur les marchés. De plus, la construction de routes rurales avec des techniques à forte intensité de main-d'oeuvre créera immédiatement des emplois pour le groupe cible.

12. La stratégie de lutte contre la pauvreté adoptée par les autorités a évolué dans le temps; elle privilégie aujourd'hui la sensibilisation et la mobilisation des communautés pour que les organisations villageoises et les groupements féminins aient accès au savoir-faire technique et aux compétences des organismes de tutelle, lesquels ont encouragé jusqu'ici les bénéficiaires à participer à la sélection des activités prioritaires et à leur mise en oeuvre. Il faudrait confier cette tâche à des ONG actives localement.

13. Les paysans ont absolument besoin de crédit pour pouvoir se lancer dans de nouvelles activités. Il faut pour cela des mesures spéciales car le groupe cible n'a pas de garantie à offrir et ne peut emprunter auprès du secteur bancaire classique. C'est pourquoi des banques commerciales privées seront invitées à participer au projet, des ONG et des organismes privés seront encouragés à servir d'intermédiaires pour les prêts au groupe cible et à trouver une formule qui puisse remplacer l'obligation de garantie; au niveau local, on encouragera des opérations d'épargne et de crédit.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

14. La zone du projet, qui compte environ 8 millions d'habitants, couvre trois districts: Mymensingh, Jamalpur et Sherpur. Il s'agit d'une plaine deltaïque quasiment sans relief où des sols riches se prêtent à toute une variété de cultures, selon l'emplacement et la topographie. Elle englobe une vaste zone de *char* (dépôts d'alluvions dans l'entrelacement du réseau fluvial), dont certains sont stables et d'autres instables. Les deux formes de *char* sont submergées chaque année mais les secondes sont recouvertes par de nouveaux dépôts d'alluvions. La plupart des sols se prêtent à l'agriculture irriguée. Sur le plan climatique, cette zone dont l'altitude oscille entre 1 et 15 m connaît une saison des pluies - mousson - de juin à septembre et une saison sèche de décembre à février. Elle est inondée chaque année et le drainage se fait essentiellement par les grands fleuves et leurs affluents. Pendant la saison des pluies, il est nécessaire de protéger les sols et les cultures par des dispositifs de drainage et des remblais.

15. Pendant la saison sèche, les paysans peuvent pratiquer toute une gamme de cultures mais ils ont besoin d'irrigation car il pleut très peu. Malgré l'existence d'importantes formations aquifères qui se rechargent chaque année, la moitié seulement des terres qui pourraient être irriguées le sont, surtout parce que les petits paysans ont du mal à obtenir le crédit nécessaire à l'achat du matériel d'irrigation. L'intensité de culture est faible et les périmètres irrigués restreints - d'où le fort potentiel d'intensification et de diversification. Tant que le problème de la pollution par l'arsenic ne sera pas résolu, il faudra se borner à canaliser l'eau des puits profonds et les eaux de surface, par exemple par des barrages en caoutchouc.

16. De nombreuses ONG travaillent dans la zone du projet, pour beaucoup exclusivement en faveur de paysans sans terre ou pratiquement sans terre, en privilégiant les femmes, pour lesquelles des activités spécifiques sont organisées. Seules quelques organisations travaillent avec les Adivasi et les populations tribales. De nombreuses ONG gèrent des fonds renouvelables destinés à appuyer des activités rémunératrices demandant un certain savoir-faire comme l'élevage de volailles, l'embouche, la culture de potagers, le tissage et l'artisanat, ainsi que des activités informelles portant sur l'éducation, notamment des enfants, les soins de santé primaires, l'assainissement et l'approvisionnement en eau de boisson. Le taux de recouvrement des prêts se situe entre 90 et 100%. Le projet appuiera et développera ces activités pour atteindre le plus grand nombre possible de gens dans le groupe cible.

17. Le réseau routier de la zone du projet est assez médiocre, comme dans le reste du pays, principalement à cause des obstacles physiques que dressent les nombreux fleuves, rivières et étendues d'eau. Il y a très peu de ponts, et les bas-côtés sont en très mauvais état à cause de l'abrasion annuelle. Récemment, dans le cadre de son programme de raccordement aux centres de croissance par des routes rurales et avec l'aide du programme "vivres-contre-travail" du PAM, le Service technique des collectivités locales (LGED) a amélioré certains tronçons, mais il n'a pas eu le financement nécessaire pour installer les ouvrages correspondants. Le transport fluvial joue un rôle important, en particulier pendant la mousson.

18. À peu près 76% de la population rurale de la zone du projet (1,4 million de ménages, soit 6,94 millions de personnes) entre dans le groupe cible du FIDA. Les trois districts ont été retenus parce qu'ils comptent parmi les plus pauvres du Bangladesh, qu'ils comportent un potentiel de diversification des cultures et que les débouchés urbains leur sont relativement accessibles. Le groupe cible comprend: i) de **petits paysans** (530 000, soit 39%) qui possèdent entre 0,6 et 1 ha de terre. L'agriculture est leur principale source de revenus: ils pratiquent généralement une riziculture de subsistance à faibles intrants et faible production, et l'irrigation conjuguée à des mesures de drainage



permettrait une intensification et une diversification très nettes; ii) des **paysans marginalisés** (256 000, soit 19%) qui possèdent entre 0,2 et 0,6 ha. La plupart d'entre eux vivent de cultures plus ou moins analogues à celles des petits paysans, selon l'emplacement de leurs terres, mais ils dépendent moins de la riziculture et se livrent à des activités hors exploitation, notamment en travaillant comme journaliers agricoles; iii) des **paysans sans terre ou pratiquement sans terre** (234 000, soit 17%) qui, dans le meilleur des cas, n'ont que 0,2 ha pour la production vivrière, leur revenu provenant essentiellement de travaux à l'extérieur. Certains cultivent des légumes et des fruits qu'ils vendent sur le marché local. Très peu de paysans sans terre ont un lopin. Ils vivent parfois d'activités rémunératrices mais, la plupart du temps, ils travaillent comme journaliers agricoles pendant les pointes saisonnières et émigrent vers les villes le reste de l'année.

19. Le projet s'adressera également à d'autres groupes pauvres entrant dans les catégories ci-dessus: i) des populations tribales et indigènes (Adivasi) (80 000, soit moins de 1%) dont la plupart vivent sur les contreforts de Garo, près de la frontière avec l'Inde, mais qui sont aussi dispersés dans les trois districts; ii) des *Charlanders* (128 000) vivant dans quelque 200 *Charlands* répartis sur toute la zone du projet; enfin, iii) des femmes à la tête de 340 000 ménages environ (soit 24%). On trouve des femmes chefs de ménage dans presque tous les groupes mentionnés plus haut, mais elles sont plus nombreuses parmi les paysans sans terre ou pratiquement sans terre. La plupart d'entre elles se livrent à diverses activités rémunératrices, notamment travaux de construction et transformation de produits à domicile.

B. Objectifs et portée du projet

20. L'objectif principal est d'accroître la production vivrière et les revenus des ménages ruraux pauvres dans la zone du projet, de manière à améliorer leur sécurité alimentaire et leur niveau de vie. Dans cette perspective, la stratégie du projet comportera cinq grands axes: i) recruter des ONG appropriées chargées de constituer de solides groupements de bénéficiaires qu'elles formeront et aideront; ii) renforcer les services de vulgarisation en réorientant leurs méthodes pour que les bénéficiaires soient associés à la planification et à l'exécution des activités; iii) développer les possibilités d'emploi pour les paysans sans terre ou pratiquement sans terre ainsi que pour les femmes en leur octroyant des prêts sans garantie destinés à des activités rémunératrices; iv) encourager un certain nombre d'activités dont bénéficieront des groupes minoritaires comme les Adivasi et les *Charlanders*; enfin v) améliorer les équipements de base, notamment les routes d'accès ainsi que les structures de commercialisation et de formation.

21. Le projet comportera six grandes composantes étalées sur six ans: i) développement de l'agriculture; ii) appui aux communautés rurales; iii) financement et épargne en milieu rural; iv) appui à la population Adivasi et à celle des *Charlands*; v) infrastructure communautaire rurale; vi) gestion du projet.

C. Composantes

Développement de l'agriculture

22. **Recherche et vulgarisation.** Il s'agira de renforcer le Département de la vulgarisation agricole (DVA) pour qu'il puisse faire passer les messages appropriés aux groupements de petits paysans et de paysans marginalisés. La stratégie reposera sur: i) une action de vulgarisation déterminée par la demande, de manière à prendre en compte les priorités des bénéficiaires. Une enquête de recensement des besoins sera faite pour dégager les problèmes auxquels se heurte le groupe cible et adapter en conséquence les essais et les thèmes de recherche ainsi que la formation du personnel chargé de la vulgarisation. Les résultats seront mis à jour régulièrement en consultation avec les paysans à l'occasion de journées de travail pratique, d'essais et de démonstrations, dont les conclusions seront transmises par le biais des messages de vulgarisation. Ceux-ci porteront en priorité sur la diversification des cultures, l'introduction et le développement de l'irrigation ainsi que

l'aménagement hydraulique en exploitation, le recours à des variétés améliorées à haut rendement, la lutte contre les ravageurs ainsi que l'utilisation plus efficace des intrants; et ii) les résultats des travaux de recherche participative.

23. Dans le cadre de cette sous-composante, le projet financera dans les trois districts: i) la rénovation des bureaux du DVA; ii) la fourniture de matériel; iii) la formation du personnel du DVA à la lutte intégrée contre les ravageurs, à l'aménagement de jardins potagers et à tout autre sujet pertinent; iv) la formation des bénéficiaires à la lutte intégrée contre les ravageurs, à l'aménagement des jardins potagers et à tout autre sujet pertinent; et l'organisation de démonstrations, de foires et d'ateliers qui permettront d'intégrer les besoins des bénéficiaires dans le plan de travail et budget annuel (PTBA); v) la passation de contrats avec des instituts de recherche pour organiser des essais, des ateliers semestriels lors desquels seront dégagés les sujets de recherche avec la participation des bénéficiaires et, enfin, des ateliers annuels pour faire le point des résultats et des conclusions des travaux de recherche; vi) l'établissement de liaisons avec des instituts de recherche pertinents comme l'Institut international de recherches sur le riz et l'Institut de recherche sur le riz du Bangladesh; vii) un appui à des mécanismes informels de multiplication et de distribution de semences, notamment la création dans les thanas de centres semenciers gérés par des groupements de bénéficiaires; viii) la fourniture de moyens de transport pour les visites périodiques sur le terrain; enfin, ix) une assistance technique pour aider à préparer les matériels didactiques, la formation du personnel de terrain, la mise au point de matériel de communication et l'appui à la vulgarisation et à la recherche participatives.

24. D'autre part, on insistera sur le développement des *Charlands* et des zones tribales pour aider leurs habitants à répondre à leurs besoins et résoudre certains problèmes, notamment à l'aide des mesures suivantes: i) amélioration des techniques de culture et d'élevage; ii) aide à la commercialisation; iii) amélioration du cheptel.

25. **Petits projets d'aménagement hydraulique.** Il s'agira d'aider de petits paysans et des agriculteurs marginalisés à faire face aux crues et aux décrues précédant la mousson ainsi qu'aux crues suivant la mousson et à en exploiter les effets, moyennant divers travaux de petite dimension (sur une superficie moyenne de 500 ha), notamment remblais, régulateurs, écluses de drainage, réexcavation de canaux et barrages en caoutchouc. Les petits programmes de construction de remblais et de drainage présentent plus d'intérêt pour les petits paysans marginalisés car les ouvrages sont faciles à faire fonctionner et à entretenir et n'ont que des effets négligeables sur l'environnement. De plus, on encouragera la retenue de l'eau au moyen de barrages en caoutchouc dont l'installation sera financée à titre expérimental. Des enquêtes ont été faites pour envisager les sites susceptibles d'être retenus. Les travaux devront être utiles à un maximum de gens dans le groupe cible, qui devront accepter de fournir les terres et de prendre entièrement en charge le fonctionnement et l'entretien. Pour ce faire, une coopérative d'aménagement hydraulique sera constituée pour chaque programme.

26. Le projet financera: i) l'installation de trois barrages en caoutchouc ainsi que la construction ou la réfection d'environ 36 km de remblais protégeant les fermes et d'environ 27 km de canaux de drainage avec l'aide du programme vivres-contre-travail du PAM pour la main-d'oeuvre non qualifiée; ii) un appui à chaque coopérative d'aménagement hydraulique moyennant une formation et la fourniture de matériel, notamment bicyclettes et trousseaux à outils; iii) des avis techniques et une formation dispensée sur le terrain par les services publics concernant la gestion de l'eau.

Appui aux communautés rurales

27. Les activités du projet sont conçues dans l'optique d'une participation des bénéficiaires à toutes les étapes de la planification et de l'exécution ainsi qu'au fonctionnement et à l'entretien des ouvrages mis en place, qu'ils devront prendre en charge. Il y a environ 3 900 groupements de paysans sans terre ou pratiquement sans terre et groupements de femmes créés dans la zone du projet par les ONG. Celles-ci, avec lesquelles des contrats seront passés, renforceront leurs activités avec les groupements

existants et en créeront de nouveaux là où il s'offre un potentiel; enfin, elles devront élargir leur rôle pour s'occuper de groupements d'agriculteurs marginalisés et de petits paysans qui jusqu'ici n'ont pas vraiment bénéficié des services de l'État ni des prestations des ONG. On choisira des ONG appropriées qui seront contractuellement chargées de mener des actions de sensibilisation ainsi que de créer ou renforcer et de former: i) environ 2 135 groupements de bénéficiaires, auxquels il s'agira de donner accès aux prestations du secteur public; ii) environ 650 groupements Adivasi; iii) 250 groupements de *Charlanders*; iv) entre 50 et 60 entreprises locales de travail contractuel regroupant des paysans et paysannes sans terre qui seront recrutés en priorité pour les travaux d'infrastructure financés par le projet; enfin, v) la réorientation technique du personnel des ONG sera assurée pour qu'il puisse s'attaquer aux problèmes particuliers des petits paysans et des agriculteurs marginalisés et procède à des études d'évaluation des besoins et d'évaluation d'impact. De plus, les ONG géreront selon leurs méthodes et critères un petit fonds renouvelable destiné principalement aux Adivasi pour leur permettre de procéder à des investissements agricoles ou non et encourager les activités rémunératrices. Un fonds de développement pilote sera également financé en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes et des enfants et les infrastructures de base à cette fin (approvisionnement en eau, etc.).

Financement et épargne en milieu rural

28. Pour donner aux membres du groupe cible accès au crédit, le projet financera: i) la passation de contrats avec des ONG qui seront chargées d'organiser en groupements les petits paysans et les agriculteurs marginalisés, les paysans sans terre et les femmes; ii) l'organisation d'une ligne de crédit avec les banques invitées à participer (banques commerciales du pays) pour qu'elles prêtent directement à ces groupements ou par l'intermédiaire de certaines ONG sans exiger de garantie; iii) un apport de fonds à certaines ONG pour qu'elles créent leurs propres fonds renouvelables afin d'accorder des prêts pour des activités rémunératrices, conformément à leurs procédures et politiques, à des Adivasi et des *Charlanders* en privilégiant les paysans sans terre et les femmes; iv) l'organisation de programmes d'épargne et de crédit locaux avec l'encadrement et l'appui de certaines ONG, en donnant une formation appropriée aux bénéficiaires et aux membres du personnel concernés.

Appui à la population Adivasi et à celle des *Charlands*

29. **Mise en valeur des *Charlands*.** Les *Charlands*, où vit environ 8% de la population totale de la zone du projet, se caractérisent par leur vulnérabilité aux crues annuelles, par l'instabilité des sols sablonneux, par l'érosion des berges et par une faible capacité de rétention de l'humidité; ils sont fréquemment inondés. La population y est très pauvre, même dans le contexte du Bangladesh, et utilise très peu les techniques et les intrants. La productivité peut y augmenter si les résultats de la recherche et les messages de vulgarisation sont adaptés aux besoins du groupe cible, si les intrants requis lui sont fournis et s'il a accès au crédit sans nécessité de garantie. Une évaluation participative des besoins sera faite en collaboration avec les ONG compétentes pour déterminer les besoins des bénéficiaires, notamment repérer les zones prioritaires où seront menées durablement des activités de développement. Pour répondre aux besoins des bénéficiaires tels qu'ils ont été exprimés lors de la formulation du projet, il est prévu: i) d'aider des ménages pauvres à mieux protéger leur habitation des inondations (en surélevant le soubassement, en plantant de l'herbe et des arbres, etc.) et ii) de construire des abris anti-inondations pour les plus pauvres qui ne disposent même pas d'un gîte relativement sûr. En temps normal, ces abris serviront de centres communautaires pour la formation, l'éducation ou l'alphabétisation, de dispensaires ou de centres sociaux.

30. **Mise en valeur des zones tribales.** Les Adivasi sont un groupe minoritaire très différent du reste de la population sur le plan socioculturel. Très pauvres, ils n'ont quasiment pas accès à l'eau potable et aux services d'assainissement, à l'électricité, aux réseaux de communication et aux infrastructures socio-économiques. Conformément à la politique des autorités, le projet financera: i) la



création de trois à six **villages écologiques pilotes** (pour un coût de 30 000 USD par village) pour répondre aux besoins particuliers de ces paysans pauvres des contreforts. Il s'agira d'assurer un développement intégré des villages avec notamment alimentation en eau non contaminée par l'arsenic, mesures d'assainissement, construction d'une installation communale à biogaz, fourniture de poêles économes en énergie, etc.; ii) la création d'un **fonds de développement Adivasi** d'un montant de 400 000 USD pour faire face à des besoins imprévus ou nouveaux des communautés tribales. Le choix des activités prioritaires financées par le fonds de développement se fera en consultation avec les bénéficiaires, qui devront accepter de contribuer à hauteur de 10% au moins aux dépenses d'équipement et de prendre en charge le fonctionnement et l'entretien des installations. Une ONG compétente travaillant déjà dans la zone sera chargée d'appuyer ces activités.

Infrastructure communautaire rurale

31. En période de crue, les routes rurales sont submergées, rendant les transports difficiles. Les routes construites dans le passé en milieu rural n'ont pas toujours été équipées des ouvrages de drainage transversal nécessaires. Le projet améliorera la qualité des routes dans la zone, en donnant la priorité à celles dont l'état est le plus déplorable. Le Service technique des collectivités locales élaborera des critères de sélection conformes aux objectifs du projet, et qui devront être approuvés par le FIDA et le PAM. Dans le cadre du projet, environ 1 130 m d'ouvrages de drainage transversal seront construits, environ 212 km de routes seront mises aux normes pour être praticables toute l'année, y compris tous les aménagements nécessaires, notamment les travaux de terrassement pour les routes déjà construites. Le PAM financera les travaux de terrassement et le FIDA la construction des ouvrages.

32. L'insuffisance de l'infrastructure rurale de base, par exemple des marchés ruraux, a posé des problèmes d'accessibilité et de commercialisation, en particulier dans les régions reculées où se concentre le groupe cible. Les critères de sélection des *thana* qui bénéficieront des investissements dans l'infrastructure rurale seront les mêmes que ceux appliqués pour les programmes de construction de remblais et de drainage. Le projet financera: i) la construction ou la remise en état, dans les unions, d'environ 12 bâtiments communautaires ou centres agricoles servant à la vulgarisation, la formation et la fourniture de mobilier simple destiné essentiellement aux activités de formation des bénéficiaires et aux ateliers organisés dans les unions; et ii) la construction ou la remise en état d'environ 24 centres de croissance et marchés.

L'unité de gestion du projet

33. Une unité de gestion du projet (UGP) sera installée au sein du DVA, et sera chargée de la coordination des activités du projet avec le Service technique des collectivités locales (LGED), les ONG, les banques et les autorités locales. Elle sera dotée des effectifs appropriés pour administrer les apports de fonds des organismes d'exécution, y compris pour fournir des fonds renouvelables aux ONG participantes. Les postes de dépenses sont notamment les suivants: salaires et primes supplémentaires, matériel, transport, assistance technique et coûts d'exploitation additionnels. Une cellule de liaison, qui sera créée au sein du DVA et dotée des effectifs appropriés, facilitera et accélérera les formalités administratives et financières à Dhaka qui prennent souvent beaucoup de temps.

D. Coûts et financement

34. **Coûts du projet.** Le coût total du projet pour la période de six ans est estimé à 25,73 millions de USD, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers. Les coûts en devises représentent environ 17% de ce montant. Les provisions pour aléas d'exécution se chiffrent à 4% des coûts de base. Les provisions pour aléas financiers ont été estimées d'après les projections établies par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Des taux de change à parité constante ont

servi à estimer les coûts du projet, afin de tenir compte de la dépréciation possible du BDT par rapport aux principales monnaies en raison de la différence projetée entre le taux d'inflation dans le pays et à l'étranger. Un ésumé des coûts est présenté au tableau 1.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^{a/}
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Développement de l'agriculture	3 970	986	4 956	20	21
B. Appui aux communautés rurales	2 632	287	2 919	10	13
C. Financement et épargne en milieu rural	1 770	656	2 426	27	10
D. Appui à la population Adivasi et à celle des <i>Charlands</i>					
1. Mise en valeur des <i>Charlands</i>	1 004	243	1 247	20	5
2. Mise en valeur des zones tribales	602	200	802	25	3
Total partiel	1 606	444	2 049	22	9
E. Infrastructure communautaire rurale	6 996	1 133	8 129	14	35
F. Gestion du projet	2 107	631	2 738	23	12
Coût de base total	19 081	4 136	23 217	18	100
Provisions pour aléas d'exécution	735	199	854	14	4
Provisions pour aléas financiers	1 423	233	1 657	14	7
Coût total du projet	21 240	4488	25 727	17	111

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres..

35. **Financement du projet.** Le plan de financement du projet est présenté au tableau 2. La contribution du FIDA s'élèvera à environ 18,62 millions de USD, soit environ 72,4% du coût total du projet. La contribution du PAM, dans le cadre des activités vivres-contre-travail, sera de 1,72 million de USD (6,7%), soit le coût des travaux de terrassement. La contribution du gouvernement s'élèvera à environ 4,42 millions de USD, dont 2,43 millions au titre des taxes et celle des bénéficiaires à 320 000 USD, soit 1,2% du coût total.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composantes	FIDA		PAM		Banques participantes		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Développement de l'agriculture	4 534	82.5	-	-	-	-	962	17.5	-	-	5 496	21.4	1 079	3 630	788
B. Appui aux communautés rurales	2 942	90.6	-	-	-	-	305	9.4	-	-	3 247	12.6	319	2 623	305
C. Financement et épargne en milieu rural	1 790	73.2	-	-	653	26.7	3	0.1	-	-	2 446	9.5	656	1 787	3
D. Appui à la population Adivasi et à celle des <i>Charlands</i>															
1. Mise en valeur des <i>Charlands</i>	1 226	85.3	-	-	-	-	211	14.7	-	-	1 437	5.6	281	987	169
2. Mise en valeur des zones tribales	753	88.3	-	-	-	-	54	6.3	46	5.4	853	3.3	211	599	43
Total partiel	1 979	86.4	-	-	-	-	265	11.6	46	2.0	2 290	8.9	492	1 587	212
E. Infrastructure communautaire rurale	5 335	57.6	1 717	18.5	-	-	1 943	21.0	273	2.9	9 267	36.0	1 281	7 159	827
F. Gestion du projet	2 043	68.5	-	-	-	-	938	31.5	-	-	2 981	11.6	662	2 022	297
Total des décaissements	18 622	72.4	1 717	6.7	653	2.5	4 416	17.2	319	1.2	25 727	100.0	4 488	18 808	2 432

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

36. **Passation des marchés.** Les marchés de biens et de services seront passés conformément aux directives du FIDA en la matière. La plupart des articles nécessaires, y compris les véhicules et le matériel, sont disponibles localement à des prix concurrentiels. La passation des marchés de biens et de services d'assistance technique d'une valeur supérieure à 100 000 USD se fera par voie d'appel d'offres international. Les marchés concernant les travaux de génie civil seront passés conformément à des procédures locales agréées par le FIDA.

37. **Décaissements, comptabilité et vérification des comptes.** Un compte spécial en devises sera ouvert auprès de la Banque du Bangladesh pour faciliter la régularité des apports de fonds. Le montant autorisé en sera de 2,0 millions de USD. Les comptes du projet seront alimentés à partir du compte spécial en devises, conformément au PTBA convenu. Toute demande de retrait devra passer par l'unité chargée de l'exécution du projet. Les comptes du projet seront vérifiés par le commissaire aux comptes de l'État. Les rapports de vérification certifiés seront transmis au FIDA six mois au plus tard à compter de la fin de l'exercice budgétaire du pays. Le rapport du Commissaire aux comptes devra inclure une déclaration relative à l'adéquation du système comptable et des contrôles internes des divers organismes d'exécution, laquelle précisera également que les fonds du FIDA ont été utilisés aux fins prévues et confirmera que les états des dépenses sont le reflet fidèle des dépenses effectuées et des décaissements du compte spécial.

F. Organisation et gestion

38. Le projet sera exécuté par le personnel des districts et des *thana*, avec l'appui technique des services compétents. L'UGP créée à cette fin, sous la direction d'un coordonnateur du projet, dont les qualifications seront acceptables pour le FIDA, coordonnera les activités de tous les organismes participant à l'exécution du projet, y compris le directeur adjoint du DVA, le LGED, les ONG et les banques sélectionnées. Une cellule de suivi et d'évaluation sera rattachée à l'UGP et chargée du suivi de toutes les activités du projet. L'UGP conclura des accords avec les organismes et ONG compétents en vue de l'exécution des activités les concernant. De manière à accélérer les formalités administratives et financières concernant le projet à Dhaka, une unité de liaison sera créée au sein du DVA et dotée du personnel approprié.

39. À l'échelon central sera créé un comité de pilotage interministériel, dont le secrétaire du Ministère de l'agriculture sera le président, le coordonnateur de projet sera le secrétaire et qui comprendra les représentants des départements et institutions financières concernés. Les ONG des organismes du secteur privé et divers spécialistes seront invités à y participer, selon les besoins. Le comité de pilotage interministériel se réunira deux fois par an, une fois en juin pour examiner l'avancement des travaux par rapport à l'année précédente et approuver le PTBA pour l'année suivante, et une fois en décembre/janvier pour examiner les progrès faits durant le premier semestre et résoudre tous problèmes qui pourraient subvenir en cours d'exécution. Des réunions extraordinaires du comité de pilotage interministériel seront organisées pour résoudre toute question grave se rapportant à l'exécution du projet. **Un comité de gestion du projet** sera créé dans la zone d'intervention. Présidé par le coordonnateur du projet, il aura le directeur des services communautaires du projet pour secrétaire, et sera composé de responsables de district du Département des financements et du LGED ainsi que de représentants des ONG participant aux activités de mobilisation des communautés et de développement. Ce comité se réunira deux fois par mois au début du projet pour examiner l'état d'avancement de l'exécution, corriger les points faibles, s'assurer de l'uniformité de l'exécution et préparer les projets de plans de travail annuels à présenter au comité de pilotage interministériel.

40. Dans le cadre de la nouvelle politique de vulgarisation agricole, un **comité de programmation de la vulgarisation dans les districts** a été créé, sous la présidence du commissaire adjoint, et

composé du Directeur adjoint du DVA (secrétaire) et de représentants des organes des collectivités locales. Compte tenu des activités à mener dans le cadre du projet, ce comité sera étoffé de la manière suivante: un représentant de l'UGP, des représentants de tous les services, ONG et groupes de bénéficiaires participant au projet. Il se réunira tous les deux mois et sera notamment chargé de l'élaboration du PTBA pour le district qui devra être présenté au comité de gestion du projet, de l'approbation et de l'examen du PTBA trimestriel et de la coordination globale des activités du projet dans les districts concernés. De même, à l'échelon des *thana*, il sera créé un **comité de coordination de la vulgarisation**, qui aura les mêmes fonctions que le comité de programmation de la vulgarisation dans les districts. Le *thana Nirbahi* en sera le secrétaire; y participeront les responsables de la supervision des blocs et les représentants du LGED, des ONG et des groupes de bénéficiaires. Il se réunira environ tous les deux mois pour examiner l'état d'avancement des travaux et planifier les nouvelles activités.

G. Justification économique

41. **Avantages et bénéficiaires.** L'ensemble de la communauté agricole de la zone du projet, et en particulier le groupe cible, devrait tirer des avantages directs ou indirects des composantes routes rurales, infrastructure rurale et services de vulgarisation. Le projet s'adressera donc aux communautés de petits paysans, d'agriculteurs marginalisés, de paysans sans terre ou pratiquement sans terre, d'Adivasi et de populations tribales qui seront organisées en groupements et recevront une formation et un appui.

42. Les activités spécifiques de vulgarisation toucheront au moins 82 000 ménages, dont au moins 50 000 familles de petits paysans et d'agriculteurs marginalisés. La plupart d'entre eux bénéficieront d'une ou de plusieurs activités du projet. Environ 10 000 ménages Adivasi et *Charlanders* bénéficieront directement des activités de diversification et d'intensification des cultures et 10 000 autres ménages de ces populations bénéficieront d'une amélioration de leur ferme.

43. De 6 000 à 8 000 agriculteurs, dont au moins 50% appartiennent au groupe cible, devraient bénéficier des activités de construction de remblais et de barrages expérimentaux en caoutchouc. Les villages écologiques pilotes seront mis en place dans 3 à 6 villages habités par des populations tribales. Au moins 30 000 ménages bénéficieront des activités de crédit en faveur de l'irrigation, des activités rémunératrices, de la mise à disposition d'intrants destinés à la production, etc.

44. Outre qu'ils fourniront leur main-d'œuvre dans le cadre des activités agricoles, les paysans sans terre et les femmes seront recrutés dans le cadre des activités vivres-contre-travail du PAM pour réaliser les travaux de terrassement pour la construction des remblais, des ouvrages de drainage et autres infrastructures rurales. Les prêts destinés aux activités créatrices de revenus seront de préférence accordés aux femmes et aux paysans sans terre.

45. Les principaux avantages quantifiables du projet sont les suivants: i) diversification de la production végétale, au profit de cultures de valeur supérieure; ii) accroissement de la productivité par le biais d'investissements dans l'intensification de l'irrigation et du drainage; iii) diminution des coûts du transport et de la commercialisation par des investissements dans l'amélioration des routes; et iv) hausse des revenus par le développement des activités créatrices de revenus agricoles et extra-agricoles existantes ou par le lancement de nouvelles activités. Au total, l'accroissement de la production résultant du projet, lorsqu'il aura atteint son rythme de croisière, devrait être de 24 000 t de paddy, de 2 820 t de légumes et de 1 338 t de pommes de terre. La quasi-totalité de cette augmentation, qui représente moins de 1% de la production totale, n'aura pas de difficulté à trouver des débouchés, en raison notamment de l'amélioration de l'accès et de la part importante qui en sera consommée par les ménages.



46. Le projet entend accroître les revenus et améliorer la sécurité alimentaire des ménages de petits paysans et d'agriculteurs marginalisés, des paysans sans terre et des femmes. Des modèles types ont été préparés pour diverses tailles d'exploitation et divers modes de production. L'analyse de ces modèles montre que l'accroissement du revenu des bénéficiaires devrait aller de 13% dans les régions où se pratique l'association des cultures à 77% pour les exploitations irriguées. Dans l'hypothèse avec projet, le revenu des ménages se chiffrera entre environ 169 USD pour les agriculteurs des zones d'agriculture pluviale et ceux qui bénéficient des programmes de maîtrise des eaux et de drainage, et environ 253 USD pour les exploitations irriguées. Le revenu des activités rémunératrices se situera entre 50 USD pour la production végétale et environ 135 USD pour l'aviculture. Enfin, les bénéficiaires auront accès à des services de vulgarisation améliorés, à la technologie, aux débouchés et à la formation; ils tireront également parti de la suppression des prescriptions concernant les garanties requises pour accéder au crédit classique afin de lancer leurs propres activités.

47. **Analyse économique.** Le taux de rentabilité économique (TRE) a été estimé à 18,7% sur 20 ans. Pour calculer les coûts du projet, la totalité des coûts d'investissement directs et d'exploitation, nets de taxes et droits identifiables, ont été pris en compte. Le coût d'opportunité de la main-d'oeuvre pris en compte était de 100% du taux de salaire moyen du marché (environ 0,9 USD par jour). Pour obtenir les prix économiques des produits négociables, on a utilisé les projections des prix du marché mondial. Un facteur de conversion type de 0,90 a été utilisé pour tous les autres produits. D'après l'analyse de sensibilité réalisée, l'incidence d'une augmentation des coûts de 10% ou d'une diminution des avantages de 10% ferait tomber le TRE à environ 16,7%, et un retard d'une année à environ 16%.

H. Risques

48. Le risque de vastes inondations est permanent et les calculs des niveaux de rendement ne tiennent donc pas compte de ce facteur implicite de risques. Un autre risque important est que le personnel du DVA pourrait ne pas être disposé à changer d'orientation et à travailler de manière plus efficace avec les petits agriculteurs marginalisés. À cet égard, le projet fournira une formation appropriée et associera des ONG à la constitution des groupements, lesquelles assureront concrètement la liaison entre les populations et les services de l'État. Le diagnostic rural du projet sera conjointement réalisé par les ONG et le DVA, dont le personnel pourra ainsi se familiariser avec l'approche participative. L'intermédiation des ONG dans la fourniture du crédit a parfois posé des problèmes. Une nouvelle approche faisant appel à des groupes de bénéficiaires pour assurer les activités d'épargne et de crédit, sous la supervision des ONG, sera mise à l'essai à titre expérimental. Les ONG recevront un appui et une formation à cet égard. En outre, les banques commerciales du pays ont été peu disposées à fournir des prêts sans garantie aux bénéficiaires ou aux ONG; l'apparition de banques commerciales privées devrait stimuler la concurrence. Par ailleurs, il pourrait s'avérer difficile de diversifier l'agriculture en passant à des cultures de valeur élevée. Pour encourager les agriculteurs en ce sens, il est proposé d'investir dans l'amélioration de l'infrastructure commerciale et de diffuser une information dans le cadre de la vulgarisation afin d'orienter la diversification vers la demande potentielle. Un autre risque pourrait être l'insuffisance de l'exploitation et de l'entretien des nouveaux ouvrages de remblai et de drainage et des autres infrastructures rurales. Ces équipements seront sélectionnés en concertation avec les bénéficiaires, une fois que ceux-ci auront déjà accepté de prendre totalement en charge l'exploitation et l'entretien, et qu'ils auront reçu des ONG compétentes la formation et l'assistance requises. Enfin, on minimisera le risque associé à l'investissement dans l'irrigation des petites exploitations en demandant aux ONG d'effectuer un diagnostic technique, avec l'aide de l'équipe technique du projet.

I. Impact sur l'environnement

49. D'après la note d'analyse et d'impact écologique, le projet n'aurait pas d'effets préjudiciables pour l'environnement. Il contribuera au contraire à améliorer la situation environnementale. Les installations de maîtrise des eaux et de drainage, ainsi que les plantations d'arbres limiteront les dégâts causés à l'infrastructure et aux terres agricoles. Pour éviter le risque de contamination par l'arsenic, aucun forage en profondeur ne sera financé dans le cadre du projet. Par contre, des prêts seront accordés pour creuser des puits peu profonds et des barrages en caoutchouc seront mis à l'essai, l'utilisation de ces derniers étant encouragée. La diminution de l'envasement n'aura qu'une incidence négative minimale sur la fertilité des sols. L'intensification et la diversification de la production nécessiteront forcément une utilisation accrue des engrais et des produits chimiques agricoles, mais les volumes utilisés devraient rester relativement faibles. Le projet entend introduire des mesures de lutte intégrée contre les ravageurs dans l'horticulture afin de limiter l'impact tant sur l'environnement que sur la santé humaine. Actuellement, les routes empêchent les mouvements de poissons. Pour résoudre ce problème, la remise en état des routes portera notamment sur la construction d'ouvrages ne nuisant pas à l'environnement tels que ponts et ponceaux permettant de pallier cet effet négatif.

J. Aspects novateurs

50. Les principaux aspects novateurs du projet sont notamment les suivants: i) la création à titre expérimental de fonds renouvelables (épargne et crédit) administrés par les communautés, avec l'aide d'ONG compétentes et sous leur supervision; ii) le ciblage des populations minoritaires, à savoir les Adivasi et les *Charlanders*. Afin de s'assurer que les Adivasi bénéficient effectivement des fonds du projet, un fonds de développement sera créé exclusivement à leur intention; iii) la création de villages écologiques pilote de populations indigènes pour améliorer leurs conditions de vie; et iv) l'association de banques commerciales privées à la fourniture du crédit.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

51. Un accord de prêt entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

52. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

53. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.



QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

54. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République populaire du Bangladesh un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à treize millions six cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (13 650 000 DTS) venant à échéance le 15 avril 2039 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 25 mars 1999)

1. Le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh (ci-après dénommé le Gouvernement) mettra à la disposition de certaines banques agréées, certaines organisations non gouvernementales (ONG) et certains comités de gestion du crédit (CGC) les fonds du prêt qui seront nécessaires pour exécuter la composante financement et épargne en milieu rural du projet, conformément à l'accord de prêt et dans le cadre des accords subsidiaires applicables, jugés acceptables par le FIDA.

2. Le Gouvernement fera en sorte que le Service technique des collectivités locales (LGED) et l'Unité de gestion du projet (UGP) ouvrent puis maintiennent dans une banque agréée par le FIDA deux comptes de projet en Taka dans lesquels le Gouvernement déposera en temps utile, en les prélevant sur ses propres ressources, les fonds de contrepartie locaux nécessaires, comme prévu dans le plan de travail et budget annuel (PTBA). Le directeur du projet et le directeur chargé de la coordination du projet seront autorisés à utiliser respectivement le compte de projet du LGED et le compte de projet de l'UGP.

3. Aux fins d'exécution de la composante financement et épargne en milieu rural, le Gouvernement fera en sorte que le Département de la vulgarisation agricole transfère les fonds et autres ressources disponibles comme prévu dans les PTBA:

- a) à la banque ou aux banques agréées participantes conformément à l'accord de prêt subsidiaire avec la banque en cause afin de mettre en oeuvre la ligne de crédit pour la sous-composante de crédit à court et à moyen terme de la composante financement et épargne en milieu rural;
- b) aux ONG sélectionnées, conformément à l'accord ou aux accords subsidiaires avec chaque ONG, pour mettre en oeuvre la sous-composante concernant les fonds renouvelables mis à disposition des ONG de la composante financement et épargne en milieu rural;
- c) à l'UGP, qui mettra à son tour les fonds à la disposition des comités de gestion du crédit conformément aux accords subsidiaires conclus avec lesdits comités afin de mettre en oeuvre la sous-composante concernant les fonds renouvelables des communautés pilotes qui relèvent de la composante financement et épargne en milieu rural.

4. En concertation avec l'institution coopérante, la ou les banques agréées participantes, les ONG sélectionnées et les comités de gestion du crédit créeront et administreront chacun des fonds renouvelables dans lesquels seront déposés toutes les recettes nettes provenant de crédits accordés aux bénéficiaires du projet qui sont financés (directement ou indirectement) par le prêt. La ou les banques agréées, les ONG sélectionnées et les comités de gestion du crédit utiliseront leurs fonds renouvelables respectifs pour financer d'autres crédits aux bénéficiaires du projet conformément à l'accord de prêt, au moins jusqu'à la date indiquée dans l'accord subsidiaire pertinent ou, si aucune date n'est indiquée, jusqu'à ce que tous les versements dus au titre du service du prêt aient été effectués. Aux fins du présent paragraphe, on entend par "recettes nettes" l'ensemble des remboursements du principal et des versements d'intérêts, après déduction de coûts raisonnables d'administration et autres frais.

5. L'UGP conclura avec chacune des ONG sélectionnées pour participer au projet un contrat séparé prévoyant, entre autres, que l'ONG en question mettra le projet en oeuvre conformément à l'accord de prêt. L'UGP soumettra le projet de contrat type avec les ONG au FIDA pour commentaires et approbation avant de signer de tels contrats.

6. Le Gouvernement veillera à ce que toutes les terres cédées par le groupe cible aux fins du projet soient convenablement payées conformément aux lois nationales concernant l'acquisition des terres.

7. Le Gouvernement fera en sorte que toutes les ressources du projet soient mises à la disposition des parties (Département de la vulgarisation agricole, Service technique des collectivités locales, banques agréées et ONG) conformément aux PTBA et aux divers contrats. Il veillera en outre à ce que toutes les activités entreprises antérieurement par les parties dans le cadre du projet soient examinées par le directeur chargé de la coordination du projet avant que de nouveaux fonds soient débloqués.

8. Le Gouvernement accordera aux parties au projet ou organismes participants les délégations de pouvoirs et autres autorisations qui pourront être nécessaires dans le cadre de ses règlements pour mettre le projet en oeuvre tel qu'il a été conçu et conformément à l'accord de prêt.

9. Le Gouvernement fera en sorte que chaque comité de gestion du crédit appelé à participer à la mise en oeuvre de la composante financement et épargne en milieu rural soit dûment constitué conformément aux dispositions de l'accord de prêt.

10. Le droit du Gouvernement à prélever des fonds sur le compte du prêt peut également être suspendu dans le cas suivant:

Un accord subsidiaire ou une disposition dudit accord a été levé, suspendu, abrogé, amendé ou modifié de toute autre manière sans le consentement préalable du FIDA et le FIDA a estimé que cette levée, suspension, abrogation, amendement ou modification a eu ou aura probablement un effet préjudiciable sur la composante financement et épargne en milieu rural.

11. a) Aucun retrait de fonds ne sera effectué pour couvrir des dépenses relevant des lignes de crédit dans le cadre de la sous-composante relative aux banques agréées de la composante financement et épargne en milieu rural en faveur d'une banque agréée particulière jusqu'à ce que l'accord de prêt subsidiaire avec ladite banque ait été dûment autorisé et signé par le Gouvernement et ladite banque.

b) Aucun retrait de fonds ne sera effectué pour couvrir des dépenses dans le cadre des sous-composantes concernant les fonds renouvelables pour les ONG et les communautés pilotes relevant de la composante financement et épargne en milieu rural avant que le projet d'accord subsidiaire modèle avec les ONG et les comités de gestion du crédit n'ait été approuvé par le FIDA.

12. La prise d'effet de l'accord de prêt est subordonnée aux conditions additionnelles suivantes:

a) un directeur chargé de la coordination du projet possédant des qualifications et une expérience jugées satisfaisantes par le FIDA a été désigné par le Gouvernement;

b) un directeur de projet possédant des qualifications et une expérience jugées satisfaisantes par le FIDA a été nommé par le Service technique des collectivités locales;

c) le comité de pilotage interministériel a été créé;

d) l'UGP a été constituée;



- e) le comité de gestion du projet a été constitué;
- f) le Gouvernement a préparé et présenté deux documents de projet types concernant respectivement le Département de la vulgarisation agricole et le Service technique des collectivités locales et les a soumis au FIDA pour examen et commentaires;
- g) l'accord de prêt a été dûment signé et sa signature et son application par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées conformément aux procédures administratives applicables;
- h) le Gouvernement a communiqué au FIDA un avis juridique favorable dont la forme et le fond ont été jugés acceptables par le FIDA.

COUNTRY DATA — BANGLADESH

Land area (km² thousand) 1995 1/	130	GNP per capita (USD) 1996 2/	260
Total population (million) 1996 1/	122	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-96 2/	2.7
Population density (people per km²) 1996 1/	930	Average annual rate of inflation, 1990-96 2/	4.9
Local currency	Taka (BDT)	Exchange rate: USD 1 =	BDT 48.5
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-96 1/	2.1	GDP (USD million) 1996 1/	31 824
Crude birth rate (per thousand people) 1996 1/	28	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	4.3
Crude death rate (per thousand people) 1996 1/	10	1990-96	4.3
Infant mortality rate (per thousand live births) 1996 1/	77	Sectoral distribution of GDP, 1996 1/	
Life expectancy at birth (years) 1996 1/	58	% agriculture	30.0
Number of rural poor (million) 1/	39	% industry	17.7
Poor as % of total rural population 1/	39.8	% manufacturing	9.6
Total labour force (million) 1996 1/	61	% services	52.4
Female labour force as % of total, 1996 1/	41.8	Consumption, 1996 1/	
Education		General government consumption (as % of GDP)	13.6
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1995 1/	92.0	Private consumption (as % of GDP)	79.1
Adult literacy rate (% of total population) 1995 3/	38.1	Gross domestic savings (as % of GDP)	7.2
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1995 3/	2 001	Merchandise exports, 1996 1/	3 297
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1995 3/	63	Merchandise imports, 1996 1/	6 898
Prevalence of child malnutrition (% of children under 5) 1990-96 1/	68.0	Balance of merchandise trade	-3 601
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-95 1/	2.4	before official transfers, 1996 1/	-3 112
Physicians (per thousand people) 1994 1/	0.2	after official transfers, 1996 1/	-1 637
Percentage population without access to safe water 1990-96 3/	3	Foreign direct investment, 1996 1/	15
Percentage population without access to health services 1990-95 3/	55		
Percentage population without access to sanitation 1990-96 3/	52	Government Finance	
Agriculture and Food		Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1995 1/	n.a.
Food imports as percentage of total merchandise imports 1996 1/	n.a.	Total expenditure (% of GDP) 1995 1/	n.a.
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1994-96 1/	1 316	Total external debt (USD million) 1996 1/	16 083
Food production index (1989-91=100) 1994-96 1/	103	Present value of debt (as % of GNP) 1996 1/	30.1
		Total debt service (% of exports of goods and services) 1996 1/	11.7
Land Use		Nominal lending rate of banks, 1996 1/	14.0
Agricultural land as % of total land area, 1994 4/	71.4	Nominal deposit rate of banks, 1996 1/	7.3
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	10		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	7.8		
Irrigated land as % of cropland, 1994-96 1/	37.3		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 1998

2/ World Bank, *Atlas*, 1998

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1998

4/ World Bank, *The World Development Indicators CD-ROM*, 1998

PREVIOUS IFAD LOANS TO BANGLADESH

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Pabna Irrigation and Rural Development Project	AsDB	AsDB	HC	11 Dec 78	28 May 79	31 Dec 92	L - I - 9 - BAN	USD	30 000 000	100%
Fertilizer Sector Programme	IFAD	World Bank: IDA	HC	19 Dec 79	12 Feb 80	30 Jun 85	L - I - 31 - BA	SDR	19 450 000	91.6%
Small Farmer Agricultural Credit Project	IFAD	AsDB	HC	16 Sep 80	13 Jan 81	31 Dec 85	G - I - 52 - BA	SDR	180 000	
Small Farmer Agricultural Credit Project	IFAD	AsDB	HC	16 Sep 80	13 Jan 81	31 Dec 85	L - I - 41 - BA	SDR	17 200 000	100%
Southwest Rural Development Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	08 Sep 81	18 May 82	31 Dec 90	L - I - 73 - BA	SDR	20 450 000	61.8%
North West Rural Development Project	AsDB	AsDB	HC	09 Dec 82	12 Oct 83	31 Dec 91	L - I - 110 - BA	SDR	13 700 000	21.9%
"Small Scale Flood Control, Drainage and Irrigation Project"	IFAD	World Bank: IDA	HC	13 Dec 83	27 Jun 84	30 Jun 93	L - I - 137 - BA	SDR	10 400 000	60.5%
Grameen Bank Project	IFAD	UNOPS	HC	12 Dec 84	24 Sep 85	31 Dec 90	L - I - 161 - BA	SDR	23 600 000	100%
Marginal and Small Farm Systems Development Crop Intensification Project	IFAD	UNOPS	HC	02 Dec 86	28 Aug 87	30 Jun 96	L - I - 194 - BA	SDR	8 950 000	52.9%
Oxbow Lakes Small-Scale Fishermen Project	IFAD	UNOPS	HC	01 Dec 88	20 Oct 89	31 Dec 97	L - I - 237 - BA	SDR	5 600 000	62.1%
Grameen Bank Phase III Project	IFAD	UNOPS	HC	25 Apr 89	08 Mar 90	30 Jun 95	L - I - 239 - BA	SDR	6 200 000	100%
Smallholder Livestock Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Apr 91	14 Dec 91	31 Dec 99	L - I - 280 - BA	SDR	7 650 000	72.3%
Special Assistance Project for Cyclone Affected Rural Households	IFAD	UNOPS	HC	04 Sep 91	24 Jan 92	31 Dec 99	L - I - 287 - BA	SDR	11 550 000	85.7%
Netrakona Integrated Agricultural Production and Water Management Project	IFAD	UNOPS	HC	02 Dec 93	08 Jul 94	30 Jun 01	L - I - 343 - BD	SDR	6 400 000	79.2%
Employment-Generation Project for the Rural Poor	IFAD	UNOPS	HC	12 Apr 95	24 Oct 95	30 Jun 01	G - I - 4 - BD	USD	30 000	90.0%
Employment-Generation Project for the Rural Poor	IFAD	UNOPS	HC	12 Apr 95	24 Oct 95	30 Jun 01	L - I - 378 - BD	SDR	9 950 000	27.2%
Small-scale Water Resources Development Sector Project	AsDB	AsDB	HC	06 Dec 95	10 Jun 96	31 Dec 02	G - I - 6 - BD	USD	50 000	98.0%
Small-scale Water Resources Development Sector Project	AsDB	AsDB	HC	06 Dec 95	10 Jun 96	31 Dec 02	L - I - 391 - BD	SDR	7 000 000	21.7%
Agricultural Diversification and Intensification Project	IFAD	IFAD	HC	29 Apr 97	04 Dec 97	31 Dec 04	G - I - 29 - BD	USD	50 000	98.5%
Agricultural Diversification and Intensification Project	IFAD	IFAD	HC	29 Apr 97	04 Dec 97	31 Dec 04	L - I - 443 - BD	SDR	13 650 000	15.9%
Third Rural Infrastructure Development Project	AsDB	AsDB	HC	04 Dec 97	01 Jul 98	30 Jun 05	G - I - 42 - BD	USD	50 000	60.5%
Third Rural Infrastructure Development Project	AsDB	AsDB	HC	04 Dec 97	01 Jul 98	30 Jun 05	L - I - 457 - BD	SDR	8 500 000	06.6%
Aquaculture Development Project	IFAD	UNOPS	HC	23 Apr 98	08 Dec 98	30 Jun 05	G - I - 54 - BD	USD	70 000	63.0%
Aquaculture Development Project	IFAD	UNOPS	HC	23 Apr 98	08 Dec 98	30 Jun 05	L - I - 472 - BD	SDR	15 000 000	



LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary		Key Performance Indicators		Means of Verification		Critical Assumptions	
Country Assistance Strategy objectives:							
1.1.1	To increase the income and improve the livelihood of the landless and of the small and marginal farmer in the project area	1.2.1	Annual average farm income of target households increase by the end of the project	1.3.1	Health statistics	1.4.1	Political commitment and financial support at the federal and decentralized level to pursue policies in favour of the most economically disadvantaged populations
		1.2.2	Employment status	1.3.2	Project progress reports		
		1.2.3	Improvement of nutritional status	1.3.3	Project evaluation reports		
Project Development objectives (impact on the beneficiary or the system):							
2.1.1	To boost food production and livestock production of the target group in the project area	2.2.1	Increase in agricultural yield of the target group by 15%	2.3.1	PRA study	2.4.1	Sustained political commitment to address poverty issues by the Government and the project-implementing agencies
		2.2.2	Increase in live stock output of the target group by 10%	2.3.2	Project evaluation (mid-term)	2.4.2	Price stability
				2.3.3	Annual crop production survey reports	2.4.3	The target group acknowledges the objectives of the project and takes ownership
				2.3.4	Supervision reports (semi-annual)		
Project Outputs (milestones achieved through the implementation of the activities):							
3.1.1	Agricultural Development: Intensification and diversification of crop production and expansion of livestock output	3.2.1	Cropping intensity increased by 10% in the project area by the end of the project (as compared to the PRA study)	3.3.1	Baseline survey and ex-post evaluation	3.4.1	Access to markets and adequate functioning of market services.
		3.2.2	Approximately 2.5 t of seed multiplication and distribution to 11,500 farmers in the project area	3.3.2	Project progress reports (semi-annual)	3.4.2	Adoption of the newly introduced technology by the target group farmers
		3.2.3	Increase in livestock production by 10% at the end of the project	3.3.3	Project progress reports (semi-annual)		
		3.2.4	20 demand-driven technologies (livestock and food production, homestead gardening plots) developed by the end of the project	3.3.4	Project progress reports (annual)		
		3.2.5	20 number of demand driven technologies disseminated through extension services to 70 000 farmers	3.3.5	Project progress reports (annual)		
		3.2.6	6000 ha area irrigated by the project by 1 500 shallow tubewells.	3.3.6	Project progress reports (annual)		
		3.2.7	36 kilometres of farm protection embankment	3.3.7	Project progress reports (quarterly)		
		3.2.8	27 kilometres of drainage canals	3.3.8	Project progress reports (quarterly)		
		3.2.9	18 regulators/sluice	3.3.9	Project progress reports (quarterly)		
		3.2.10	3 small rubber dams	3.3.10	Project progress reports (quarterly)		
		3.2.11	2 pilot irrigation schemes	3.3.11	Project progress reports (quarterly)		
4.1.1	Rural Community Support: Establishment of a mechanism that ensures the participation of beneficiaries	4.2.1	16 NGOs selected to form groups and deliver service in "standard" areas	4.3.1	Project progress reports (quarterly)	4.4.1	Revolving funds are established at the community level for financial sustainability
		4.2.2	3 NGOs selected to form groups and deliver service in Charland areas	4.3.2	Project progress reports (quarterly)		
		4.2.3	3 NGOs selected to form groups and deliver service in tribal areas	4.3.3	Project progress reports (quarterly)		
		4.2.4	6 535 number of NGO groups with 2 070 landless groups, 1 310 marginal farmers groups, 2 255 small farmers groups, 650 Adivasi groups and 250 Charland dwellers groups (of any land holding beyond 1 ha), of the total of which 3 900 will be women groups	4.3.4	NGO reports		
		4.2.5	Training procedures manual for the target group's activities and the NGOs developed and completed	4.3.5	Project progress reports (semi-annual)		
		4.2.6	About 2 000 target groups that have received training in IGA	4.3.6	NGO reports		



		4.2.7	650 number of NGOs' staff that have received training in participatory methods	4.3.7	Project progress reports (quarterly)		
5.1.1	Rural finance and savings: Access to agricultural credit and creation of employment opportunities through income-generating activities	5.2.1	30 000 households that received training would have access to savings and credit facilities	5.3.1	Project progress reports/bank statements/NGO reports (quarterly)		
		5.2.2	Repayment rate around 95%	5.3.2	Project progress reports/bank statements/NGO reports (yearly)		
		5.2.3	USD 1.71 million disbursed as loans to 31 500 individuals or groups	5.3.3	Project progress reports (quarterly)		
		5.2.4	Amount of money accumulated as savings by a certain number of groups	5.3.4	NGO reports/Bank reports (yearly)		
		5.2.5	Increase in income by certain number of group members due to access of credit	5.3.5	NGO reports (yearly)		
		5.2.6	Diversification to other income-generating activities of the target group	5.3.6	NGO reports (yearly)		
6.1.1	Charland development: Strengthening of economic activities (and support to software services from other components) in Charland areas through flood proofing and construction of flood shelters.	6.2.1	Participatory needs assessment carried out	6.3.1	Assessment report	6.4.1	NGOs are or can be mobilized in Charland area
		6.2.2	5 000 Charland households benefited from floodproofing	6.3.2	Project progress reports (quarterly)		
		6.2.3	10 flood shelters constructed in the Charland area	6.3.3	Project progress reports (quarterly)		
7.1.1	Tribal area support: Strengthening of economic activities (and support to software services from other components) through improved village facilities and social security	7.2.1	Participatory needs assessment carried out	7.3.1	Assessment report		
		7.2.2	10 ecological villages created	7.3.2	Project progress reports (quarterly)		
		7.2.3	Village development fund established	7.3.3	Agreement with administrator and placement of fund		
8.1.1	Rural infrastructure: Improvement of rural roads, growth centres, Landing ghats and construction of embankments	8.2.1	212 kilometres of RR1 and RR2 benefiting about a million rural people.	8.3.1	Project progress reports (quarterly)	8.4.1	Maintenance of the facilities by water users' groups
		8.2.2	Construction of 1128 m of structures on RRs	8.3.2	Project progress reports (quarterly)		
		8.2.3	12 kilometers of all-weather surfacing	8.3.3	Project progress reports (quarterly)		
		8.2.4	24 growth centres or markets rehabilitated	8.3.4	Project progress reports (quarterly)		
		8.2.5	6 number of landing ghats servicing 0.1 million rural people	8.3.5	Project progress reports (quarterly)		
		8.2.6	24 UP buildings with training facilities constructed or rehabilitated	8.3.6	Project progress reports (quarterly)		
9.1.1	Project management: Strengthening the implementation capacity of key project implementing institutions	9.2.1	Project management unit established and implementing community plans	9.3.1	Project progress reports (quarterly)	9.4.1	Management and staff of the project implementing agencies
		9.2.2	Number of meetings of the project implementing agencies held	9.3.2	Project progress reports (quarterly)		Internalize the change process
		9.2.3	Physical progress of the project on schedule	9.3.3	Project progress reports (quarterly)		
		9.2.4	Financial progress of the project on schedule	9.3.4	Project progress reports (quarterly)		

Project Components (Plan of activities)		Inputs	
I	AGRICULTURE DEVELOPMENT	USD 4.9 MILLIONS (21%)	Commitment to the project's objectives and its implementation by the project implementing agencies
Ia	Extension and research		Willing staff and services are supplied by project implementing agencies
Ia.1	Provision of specific problem-solving research contracts, on-farm technology testing		Adequate demand on the part of the target group for newly introduced technologies
Ia.2	Promotion of demonstration programmes on seed multiplication and distribution		Timely availability of budgetary resources
Ia.3	Training for farmers on seed preservation and production techniques		
Ia.4	Provision/sale of tools, pipes, plants, seedlings of fruit or multi-purpose trees for homestead gardening		
Ia.5	Training and vaccination kits for women poultry vaccinators, and contractual research for diseases in livestock		





b	Support infrastructure (irrigation)	
Ib.1	NGO STW programs	
Ib.2	Provision of small water management schemes	
USD 2.9 million (12%)		
II	RURAL COMMUNITY SUPPORT	
II.1	Preparation and testing of PKA materials and training	
II.2	Skill building of the members for IGAs and women empowerment	
II.3	Capacity-building for smaller NGOs	
USD 2.4 million (10%)		
III	RURAL FINANCE AND SAVINGS	
III.1	Revolving funds for seasonal and short term loans	
III.2	Training in credit management and finance for NGOs	
USD 2.0 million (9%)		
IV	SUPPORT TO CHARLAND AND ADVASIS AREAS	
IVa	Support to Charland areas	
IV.a.1	Development of participatory needs assessment	
IV.a.2	Selection and development of 5 000 sites for flood proofing	
IV.a.3	Site selection and construction of 10 flood shelters	
IVb	Support to Advasis Areas	
IVb.1	Development of participatory needs assessment	
IVb.2	Selection and development of 10 sites for pilot ecological villages	
IVb.3	Arrangement for administration of an Advasis Development Fund and placement of fund	
USD 8.1 million (35%)		
V	RURAL COMMUNITY INFRASTRUCTURE	
V.1	Selection and construction of about 210 km of RRI and RR2 roads and about 1 128 m of structure	
V.2	Selection and rehabilitation of 24 growth centres and small markets	
V.3	Construction of 6 landing ghats for water transport	
V.4	Rehabilitation of 24 UP buildings	
USD 2.7 million (12%)		
VI	PROJECT MANAGEMENT	
VI.1	Establishment of a PMU	
VI.2	Set-up of monitoring and evaluation unit	
VI.3	Establishment of a liaison unit (for IFAD projects) within DAE headquarters in Dhaka	
		A PMU that has the authority to carry out coordination of activities

COSTS AND FINANCING

Expenditure Accounts by Components (USD '000)

	Agricultural Development	Rural Community Support	Rural Finance and Savings	Support to Adivasi and Charland Areas		Rural Community Infrastructure	Project Management	Total
				Charland Development	Adivasi Area Development			
I. Investment Costs								
A. Earthworks	-	-	-	-	-	2 725.1	-	2 725.1
B. Civil works	2 000.1	-	-	1 405.6	360.0	5 365.1	109.7	9 240.4
C. Equipment and furnitures	263.1	32.9	-	-	-	38.2	101.6	435.8
D. Vehicles	402.3	21.9	-	-	-	217.2	290.3	931.8
E. Training	1 707.6	2 873.1	28.4	-	-	-	81.1	4 690.2
F. Technical assistance								
1. Local consultants	429.6	319.1	240.8	31.3	31.3	-	956.5	2 008.7
2. Expatriate consultants	-	-	-	-	-	-	307.4	307.4
Subtotal technical assistance	429.6	319.1	240.8	31.3	31.3	-	1 263.9	2 316.1
G. Credit line	-	-	2 176.7	-	-	-	-	2 176.7
H. Adivasi fund	-	-	-	-	461.9	-	-	461.9
Total investment costs	4 802.6	3 247.0	2 445.9	1 436.9	853.2	8 345.6	1 846.6	22 977.9
II. Recurrent costs								
A. Salaries and allowances	110.4	-	-	-	-	193.0	636.8	940.1
B. Other operating costs	8.4	-	-	-	-	84.3	172.7	265.4
C. Vehicle O&M	456.3	-	-	-	-	73.0	242.3	771.6
D. Equipment O&M	41.5	-	-	-	-	38.6	58.5	138.5
E. Civil Works O&M	76.8	-	-	-	-	532.8	24.0	633.6
Total recurrent costs	693.4	-	-	-	-	921.6	1 134.3	2 749.3
Total PROJECT COSTS	5 496.1	3 247.0	2 445.9	1 436.9	853.2	9 267.2	2 980.9	25 727.2
Taxes	788.0	305.4	2.8	168.7	43.2	826.7	296.9	2 431.7
Foreign exchange	1 078.5	318.6	655.9	281.1	210.6	1 281.0	662.0	4 487.6



**Disbursement Accounts by Financiers
(USD '000)**

	IFAD		Beneficiaries		World Food Programme		Participating Banks		Government		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties and Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
1. Earthworks	-	-	273	10.0	1 717	63.0	-	-	736	27.0	2 725	10.6	-	2 725	-
2. Civil works	7 854	85.0	-	-	-	-	-	-	1 386	15.0	9 240	35.9	1 848	6 283	1 109
3. Vehicles, equipment and furniture	839	61.4	-	-	-	-	-	-	528	38.6	1 368	5.3	703	137	528
4. Training, technical assistance and studies	6 537	93.3	-	-	-	-	-	-	469	6.7	7 006	27.2	761	5 776	469
5. Credit line	1 524	70.0	-	-	-	-	653	30.0	-	-	2 177	8.5	653	1 524	-
6. Adivasi Fund	416	90.0	46	10.0	-	-	-	-	-	-	462	1.8	139	323	-
7. Salaries and allowances	-	-	-	-	-	-	-	-	940	100.0	940	3.7	-	940	-
8. Recurrent costs(excl. salaries and allowances)	1 452	80.3	-	-	-	-	-	-	357	19.7	1 809	7.0	384	1 099	326
Total	18 622	72.4	319	1.2	1 717	6.7	653	2.5	4 416	17.2	25 727	100.0	4 488	18 808	2 432





IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS AND RESPONSIBILITIES

Agricultural Development

1. The component will be flexibly implemented on the basis of successive AWP/Bs to be discussed with the beneficiaries. In a wider context, the project will be an important subset to the regular, ongoing responsibilities of DAE for the overall farming community of which the IFAD-targeted households will form about 10%. The targeted extension delivery will be carried out by DAE in a collaborative effort with NGOs for the marginal farmers and home-gardening messages for the landless and women. The DEPC and TAECC will lead in formulating a new extension action plan on NAEP issues. Improved home gardening will be promoted by local NGOs with specialist technical advice from DAE whenever possible. The major clients are likely to be landless and/or women's groups where horticultural packages are mostly demanded.

2. **Participatory crop research.** The PMU will contract the Farmers' Technology Needs Assessment Survey to a suitable research organization (such as the International Rice Research Institute (IRRI), the Bangladesh Rice Research Institute (BRRI), the Bangladesh Agricultural Research Institute (BARI), the International Jute Organization (IJO), the Bangladesh Jute Research Institute (BJRI), etc.). Research themes to be undertaken will be discussed, approved and then reviewed by the following bodies:

- (a) The National Agricultural Technical Coordination Committee, comprising extension representatives from the Government, NGOs, the private sector and representatives of research bodies;
- (b) Agricultural Technical Committees, each covering a number of districts in similar agro-ecological zones and comprising local representatives of extension agencies and research institutes where some selected NGOs could be co-opted to represent the beneficiaries; and
- (c) research-extension review workshops between DAE staff and local research institutes and representatives of concerned NGOs and beneficiaries to discuss and finalize the research themes for the investigation and contractual research, as well as reviewing the research results, their translation into extension messages and farmer feedback.

3. **Informal seed multiplication and distribution** will be coordinated by DAE in collaboration with selected local NGOs. It is expected to form and support about 48 groups to be engaged in informal seed multiplication. The same local NGOs will arrange credit facilities for seed equipment, tools and inputs, etc. The Seed Certification Service at the district level will assist in field inspection mid-season and pre-harvest to demonstrate and train farmers as required. NGOs will supervise threshing, seed cleaning, bagging and storage. The PMU will procure and arrange deliveries of F2 level paddy seed from the Bangladesh Agricultural Development Council (BADC) or commercial suppliers for multiplication by seed growers. The latter will handle distribution sale in exchange of the improved seed in their immediate vicinity.

4. **Household livestock expansion** will be carried out by local NGOs working with most groups of farmers, but particularly with landless and marginal farmers where livestock-based, income-generating activities are regularly practised. The Department of Livestock Services will provide animal husbandry and veterinary advice and training of village level poultry vaccinators.



5. **Extended shallow tubewell irrigation** will be promoted by DAE in collaboration with local NGOs, who will form and service the irrigation groups as well as facilitating their credit uptake for the equipment and inputs. The LGED will be responsible for implementing the protective embankments, rubber dams and gravity-irrigation structures. Prioritization of embankments and irrigation structures will be based on the PRA and consultation with beneficiaries. Selected schemes, reviewed with the potential beneficiaries, should benefit at least 50% of target group families. The local NGO will form beneficiary groups within the embankment-protection area and determine their contribution and how “scheme-management committees” will organize operation and maintenance. Only when all conditions have been fulfilled will LGED construction start.

Rural Community Support

6. NGOs will be selected on the basis of criteria acceptable to IFAD. Selection criteria will include: (i) valid registration with government authorities; (ii) experience in agriculture and community development; (iii) experience in providing assistance to the groups; (iv) a minimum number of years of proven experience in formation, training and management of groups; (v) proven capacity for rural credit operation, both in disbursement and in recovery, and a sound credit management system, including proper documentation; and (vi) experience in rural credit and savings for women. The PMU will be responsible for preparing the tender evaluation report and draft model contracts. For the *Charland* and Adivasi areas, proven competence, credibility, and extensive experience in working with *Charland* and the Adivasi population, respectively, will be required. Two to four NGOs will be contracted under the project to undertake, *inter alia*, the following activities: (i) promotion, formation and strengthening of management support for target groups and the labour-contracting societies (LCSs); (ii) carrying out training for group leaders, group members and, if required, for DAE field and other staff in participating processes; (iii) pre-credit activities, such as credit outreach, delivery and recovery backstopping and monitoring, and promotion of savings; and (iv) promotion and development of participating monitoring by group.

7. Links with DAE and LGED will be maintained through routine meetings of the TAECCs and DEPCs, which NGOs in each district will attend. In addition, NGOs will nominate one representative to attend the PMC. The NGOs participating in the project will determine their own mechanisms for liaising with each other in the districts for project purposes.

Rural Finance and Savings

8. **Credit line through banks** The financing arrangements for the agricultural credit line for lending to NGOs and directly to beneficiary groups will be detailed in a Subsidiary Loan Agreement that will include the following provisions:

- (a) each participating bank will initially disburse from their own funds, then claim for reimbursement;
- (b) the participating banks will also establish a Revolving Account to which all recoveries and interest, and net of operating costs are deposited; it will be used for the expansion of lending to the target groups;
- (c) bank loans to NGOs for retailing will be repaid by the NGO within 18 months, where the end-use is projected to be short-term (one year), and within 36-60 months in the case where the loan is used to finance medium-term investments (three years);
- (d) individual borrowers will be required to contribute 15% of the total investment cost. No equity contribution will be necessary in the case of short-term capital loans. No collateral will be required for bank loans to group members. However, group members will have to deposit an amount equivalent to 10% of the loan to a group-owned and interest-bearing



account. These funds will be blocked for the duration of the loan and can be used by the bank to partially recover its losses in the event of default by the group;

- (e) bank loans to group members will be at the prevailing interest rates, currently 12.5% per year for crop loans and 13.5% for other agricultural and rural credit;
- (f) banks will provide a fee rate, negotiated with the NGO, to be linked as closely as possible to the rate of recovery; and
- (g) loans to NGOs for retailing will be provided by participating banks, with an interest spread to be negotiated between the bank and each NGO to compensate the NGO for assuming the credit risk and administration and supervision costs associated with retailing rural loans. The NGO will charge its normal lending interest rate on loans to borrowers. These interest rates currently range between 20-30% per year.

NGO Revolving Funds

9. The Revolving Funds for NGOs will be provided by the Government through the PMU on the following terms and conditions:

- (a) the funds will only be used for on-lending with priority being given to women's groups as well as groups formed in *Charland* or tribal areas. For this purpose, each NGO will maintain records indicating the profiles of borrowers and the end-uses of credit funds disbursed;
- (b) the NGOs will be required to deposit all loan repayments into the Revolving Fund's interest-bearing account, with two thirds of the interest collected. The rest of the interest spread will be used to cover loan administration, supervision and recovery costs incurred by the NGOs; and
- (c) the PMU will disburse the funds to the NGO in tranches, based on a positive feedback from the credit monitoring system about the targeting, the use of funds and the recovery; and the emergence of at least 10% among the groups, to undertake savings and credit activities at community level.

Pilot Revolving Fund

10. The Pilot Revolving Funds for selected communities will be provided by the Government through the PMU with the support and under the supervision of NGOs on the following terms and conditions:

- (a) the funds will only be used for on-lending to IFAD's target groups, for which an eligibility certificate will be issued by the NGO(s) in charge after the necessary training and a minimum of six months of regular and stabilized group savings in a specific interest bearing account. The formation of a CCMC will be a prerequisite for the start-up of credit operations;
- (b) the Revolving Fund placed with the group will be equal to three times the value of the accumulated savings evaluated at date of value three months before the day the Revolving Fund is requested for placement;
- (c) the interest rate charged to the borrowing group members will be decided by the CCMC with the approval of the PMU (the actual NGO rate is 16% per annum). A maximum of 2% of the loans recovered will be paid to the NGO as a service charge (to be decided by the CCMC with the approval of the PMU), and a maximum of 3% will be used to cover the operating costs of the CCMC (transportation, stationery and presence fees); and



- (d) interest paid on the savings will be one point above bank rate to stimulate savings through the group.

Rural Community Infrastructure

11. The implementation will follow a participatory approach. In consultation with the beneficiaries, the project will:

- (a) undertake a PRA to prioritize the schemes based on poverty criteria acceptable to IFAD;
- (b) involve the LCSs and women maintenance groups in small-scale water resources development, embankments, and roads activities. These groups are formed with the assistance of NGOs and consist largely of the poor;
- (c) involve beneficiaries in the planning of the growth center and small market activities, following government guidelines on participation for growth centre planning. It is of the utmost importance that the Union Parishad (UP) and *thana* officials are fully involved in all activities, as they will ultimately be the ones responsible for most of the O&M of the infrastructure improvements created by the project.

Beneficiary Planning, Monitoring and Evaluation

12. **Beneficiary participation.** The first PRA to be carried out at the beginning of the project will provide baseline information for monitoring and impact evaluation. Implementation will be carried out in consultation with all partners including NGOs and community groups. Because the project activities will be demand-driven, planning will be based on an ongoing process of participatory project identification, followed by technical and economic appraisals. The AWP/B, to be prepared by DAE and LGED for individual years, will reflect the evolving requests of the beneficiaries. Accordingly, both project *pro-forma* (DAE and LGED) will be revisable within the required time frame.

13. The beneficiary workshops in the Mymensingh and Jamalpur districts in April 1998 and the Stakeholders' Workshop in Mymensingh in October 1998 contributed to finalizing project design in that it identified the wide spread of potential IGAs by beneficiaries, and confirmed the comparative advantage of smaller local NGOs in supporting those activities. Linkages between DAE with groups and the NGOs serving them were indicated as desirable.

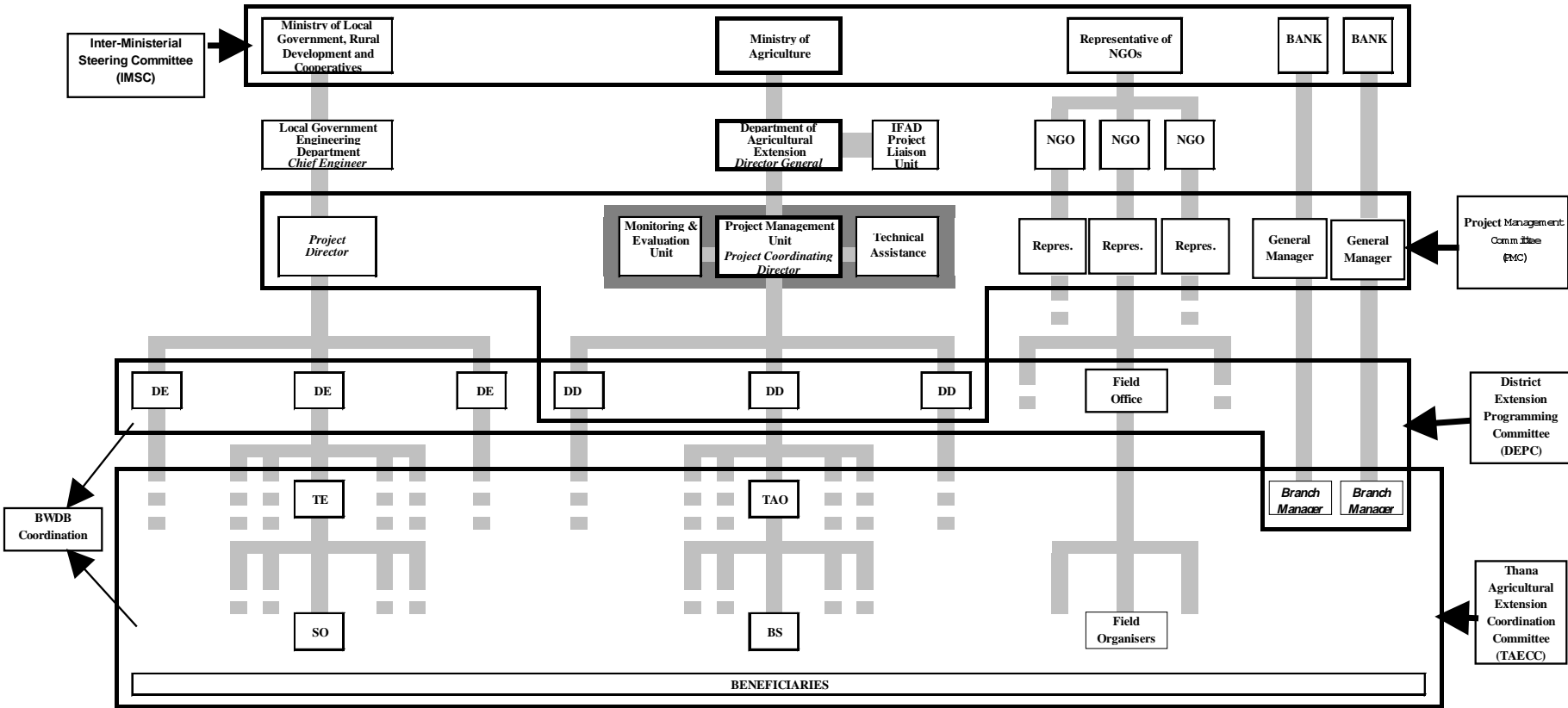
Evaluation

14. Evaluation will be carried out at two stages:

- (a) a **mid-term review** in Year Four to determine the initial impact of the project; to be used to adjust the design and improve implementation and operational activities and systems; and
- (b) **final evaluation** at the end of the project to determine the overall impact on the target group and draw lessons for the design of future projects.

15. The two stages will be carried out by independent entities. The main emphasis of the evaluation will be to examine the impact of the project on the target group, but it will also review the performance of the institutions responsible for executing the project.

Project Organizational Chart



- BS Block Supervisor
- DE District Engineer
- DD Deputy Director
- SO Social Organizer
- TAO *Thana* Agricultural Officer
- TE *Thana* Engineer





FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS

Benefits from Agriculture

1. Intensification of rice cropping depends on the increased use of inputs including the regular purchase of certified high-yielding variety (HYV) seed (every two to three years), the increased use of fertilizer and the adoption of integrated pest management (IPM) techniques for controlling rice pests. Some 34 varieties of improved rice have been released by BARI. This technology is well established, readily available and adopted by large farmers. Small farmers have not been able to adopt it in the past because they have been unable to obtain credit at a reasonable price or because their growing environment is too risky because of flood or draught damage. The project will make credit available to small farmer groups for increased purchase of inputs, and provide the possibility to control flood damage by the construction of embankments and drainage. In addition, medium-term credit will be available for the purchase of shallow tubewells. With credit, improved flood protection and/or irrigation, the project will: (i) promote irrigated *boro* where feasible; (ii) replace local varieties of transplanted *aman* with HYVs where flooding is less than 90 cm; (iii) once better yields are obtained, replace broadcast *aus* with other crops such as pulses or summer vegetables; (iv) apply increased fertilizer and IPM techniques; and (v) use inter-row weeders.
2. Diversification into vegetables and fruits does not require the adoption of new technology for those crops; planting material is generally available from other growers or local private nurseries and seed either from BARI or from overseas suppliers. Flood protection, drainage and irrigation will permit additional crops to be grown through: (i) the use of HYVs developed by BARI, especially short-duration crops; (ii) the correct application of fertilizer (enabled by provision of credit); and (iii) use of two-wheel tractors to enable more timely cultivation of land (these may be purchased with medium-term credit provided by the project).
3. Non-crop agricultural technology includes use of better management techniques and disease control for small poultry enterprises and adoption of a variety of fish culture systems and nurseries of improved and fast growing tree species. The project will also generate more suitable technology by adopting national research for the project area through the proposed contract research system.
4. **Production of seed.** The project will support the farmers in growing high varieties of seed for their own use. It was assumed that only 25% of the farmers will be using HYV seeds. The total quantity of seed to be produced at full development will be about 240 t per year.
5. **Incremental production.** Total annual incremental crop production at full development at year 10 is estimated as follows:

Incremental Production of Different Types of Paddy and Non-Paddy Crops

Crop	Production (MT) "Without Project"	Incremental Production (MT)	Percentage Change
T.Aman (local)	7295	714	10
T.Aman (HYV)	30174	15488	51
Boro (HYV)	19508	15084	77
Boro (local)	321	156	49
T.Aus (HYV)	14605	-2006	-14
B.Aman (local)	282	13	5
Wheat	7297	-5083	-70
Potato	4280	1338	31
Vegetable	9052	2820	31

* Minus sign indicates reduction in production due to the reduction of planted area.

Source: Mission Estimates

Financial Analysis

6. To test the financial viability of the project, five representative farm models were developed. Similarly, for income-generation, poultry-rearing and fisheries' activities were chosen as representative of IGA enterprises, which include beef fattening, growing roses, stall-fed goat rearing, agroforestry development, village nursery, etc. Finally, to show the financial viability of the project support to promote shallow tubewells and high-yielding varieties of seeds for multiplication, two group activity models were developed: tubewells and seed models. The table below summarizes the results of the farm, IGA, group activity and *Charland* models:

Models	Net Income (before family labor and financing)		Net Incremental Net Income	
	Without Project (BDT/farm)	With Project (BDT/farm)	BDT/farm	%
Farm models				
Irrigated	6879	12164	5285	77
Rainfed	6875	8940	2065	30
Mixed	10654	12027	1373	13
FCD	6130	8052	1922	31
Homestead	1543	2336	793	51
IGA models				
Poultry	-	6485		
Fisheries	-	4965		
Group activity models				
Tubewells	-	15475		
Seed	-	5155		
Charland model	7856	11981	4125	53



Economic Analysis

7. The economic viability of the project has also been estimated and a sensitivity analysis has been carried out on the basis of the following assumptions:

- (a) increased agricultural production was derived from the farm household model incremental benefits expressed in economic terms by using the appropriate economic prices for inputs and output and the number of households expected to participate in the project for each type of farm model. The phasing of the households is based on the rate at which small farmer groups are formed;
- (b) road benefits were estimated by calculating the operating cost savings excluding time value accruing to motorized and non-motorized traffic users as a result of road improvements. Average vehicle operating cost savings per kilometre were then applied to estimates/projections of traffic on both feeder and rural roads;
- (c) benefits from IGAs were derived from the financial net of the individual activities converted into economic values terms using the standard conversion factor and the number of IGAs expected to be established as a result of the project;
- (d) benefits from the *Charland*;
- (e) financial costs have been adjusted to economic terms by: (i) excluding price contingencies, duties and taxes; (ii) multiplying the local content of costs by a Standard Conversion Factor of 0.9; and (iii) excluding credit funds and other funds for which quantification of benefits is not feasible; and
- (f) ongoing recurrent and replacement costs have been estimated for the period following project implementation.

Overall Economic Rate of Return and Sensitivity Analysis

8. The overall ERR of the project is 18.7%. A 10% increase in costs or a 10% decrease in benefits reduce the rate of return by about 2%. A 10% decrease in costs and a 10% increase in benefits increase the return by about 2%. A one year lag in benefits reduces the return by 3%.

